BELGIQUE – BELGIË
P.P.
4020 LIÈGE 2
BC 1896

Wallonie-FRANCE

Expression libre, démocratique et pluraliste

N° d'agréation P201066
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2
Bimestriel, mai / juin 2007
N° 72 - 3,00 €

ASBL - ® N° dépôt : 0088398 – Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

Sommaire

Flamands tracassiers... / R. Collignon, p. 2

Ruse de Sioux ou ... ? / P. Mélot, pp. 3-4

Formule UN / J. Erler, p. 5

Un jour, la France / J. Rogissart, pp. 6-7

Un peu d'histoire / J. Liénard, p. 7

De Soir et *Le Standaard* en campagne / J. Liénard, p. 8

La Belgique, suite ou fin ? (c.r. du colloque de Maisons-Lafitte): pp. 9-11

Billet sur la Francophonie / P. Bertrand, p. 12

Des Goûts et des couleurs / E. Fastrez, p. 13

Jeux, p. 14

Nous avons lu, pp. 15-16

Dossier France, pp. 17-21

Interview d'Yves Pierlot, p. 22

Échos de France / C. Opassich, pp. 22-24

Échos de Flandre / J. Goffin, pp. 24-25

Épinglé dans la presse / J. Liénard, M. De Middeleer, pp. 25-27

Encart
La Nouvelle Wallonie Libre
Édito + Conjoncture politique + Coin du Géopoliticien + De gauche et de droite / J. Rogissart, pp. 1-4

Les articles n'engagent que leurs auteurs

La Belgique vacille, titrait *La Libre-Match* du 15 mars 2007.

C'est bien vrai, mais que font donc les francophones ?

Flamands tracassiers, ne perdez plus votre temps...

Robert Collignon, ancien ministre-président de la Région wallonne

Ne perdez plus votre temps... à formuler des exigences linguistiques, nous nous en chargeons nous-mêmes. La Flandre, selon certains, dont nos gouvernants francophones, serait devenue le pays proche. Proche au point de soumettre la possibilité d'une immersion linguistique à la connaissance du néerlandais. Il est vrai que le citoyen wallon ressent bien la proximité d'une région qui ne cesse de le considérer comme un empêcheur de réussir, comme un assisté qui profite de manière éhontée de la richesse de la Flandre. Il prendrait mieux encore la mesure de cette «prochitude» (allusion royale à la bravitude) s'il pouvait lire dans leur langue d'origine les appels répétés à l'indépendance, les éditoriaux chargés de mépris et la surenchère aux arguments pour convaincre que le salut passe par le cavalier seul.

En dehors des membres de la famille royale, des ministres fédéraux et des concessionnaires automobiles bruxellois, qui a encore intérêt à considérer comme une priorité la connaissance du néerlandais? La planète parle l'anglais, un continent entier l'espagnol, un sous-continent le chinois et l'indien et nous, nous choisirions, comme préalable à l'apprentissage de toute autre langue, un idiome compris par tout au plus 22 millions d'humains (1). Or, la langue, don par nature, se transmet. Et, plus elle est partagée, plus elle vaut.

Je ne vois, pour ma part que deux raisons majeures pour justifier l'étude d'une langue étrangère. La première est d'ordre culturel et vise à la connaissance de l'âme, de l'histoire et des idées d'un peuple ou d'une civilisation; l'élément affectif joue alors le plus souvent un rôle décisif. La seconde est d'ordre pratique et est indispensable à l'échange de connaissances politiques ou économiques; c'est celle-là qui motive la majorité d'entre nous aujourd'hui. Dans l'état actuel des choses, pour un Wallon, le néerlandais ne répond à aucun de ces deux critères. L'attirance culturelle est inexistante et le fait est que les cultures du nord et du sud du pays s'ignorent totalement. Cet état de fait fut d'ailleurs stigmatisé par André Delvaux, que j'ai un jour appelé le dernier cinéaste belge peu de temps avant sa disparition. Ensuite, pour faire commerce avec l'étranger, même avec les Pays-Bas, tant les attachés de l'Awex que les entrepreneurs wallons, ont intérêt à pratiquer d'abord l'anglais.

On peut regretter, comme j'ai eu l'occasion de le faire à maintes reprises pour la défense de la langue française, la suprématie du langage uniforme et simplifié du monde des affaires. On n'empêchera plus sa mainmise sur le monde. Et si l'Union européenne est aujourd'hui la seule puissance à s'être construite hors d'une langue, l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale risque bien de changer la donne. Il sera, en effet, de plus en plus difficile de maintenir Babel comme référence dans une Europe en devenir accéléré.

Que les francophones de ce pays ne soient pas dans un état mental qui les incline à apprendre le néerlandais me semble assez normal. Il ne me vient, dès lors, pas à l'idée de m'indigner quand une telle affirmation émane de Flandre. Car, enfin, est-on vraiment enclin à apprendre la langue de l'autre quand on ressemble à ce point à un couple qui, de retraits en retouches du contrat de vie, finit par faire de la séparation un mode d'existence?

En entravant ainsi la liberté de choix du citoyen wallon, pensons-nous pouvoir ralentir l'irréversible effritement de la Belgique devant l'outrance d'une Flandre qui, rejetant désormais la langue de Voltaire, se fait progressivement anglo-saxonne?

Il serait dommage finalement que les Wallons soient les seuls à chercher désespérément des inscriptions en néerlandais sur les gilets de sauvetage qu'ils seront appelés à enfiler tôt ou tard.

(1) Soit 16 millions de Néerlandais et 6 millions de Flamands.

Ah ! qu'il est doux...

Le dossier très, très belgicain, concocté par *Le Soir* et *De Standaard* (qui décidément a mis beaucoup d'eau dans sa piquette flamande), a accumulé interviews et avis circonstanciés, le tout saupoudré de statistiques et tableaux détaillés dont le décryptage par le lecteur attentif a dû nécessiter le recours à l'aspirine.

La récompense de tant d'efforts est enfin arrivée le 28 mars. Ce jour-là, Sa Majesté Albert II a reçu les deux rédac'chefs en toute simplicité et — c'est bien le moins qu'Elle pouvait faire — les «*a encouragés à poursuivre les échanges*».

Ah ! qu'il est doux de cirer les pompes royales !

Ruse de Sioux ou nouvel attrape-nigaud ?

Pierre Mélot

C'est triste à dire pour les adhérents sincères du Parti Socialiste (formation longtemps pétrie d'idéal républicain et régionaliste et, hélas! bien installée dans le monarchisme centralisateur depuis sa présidence actuelle), mais le directoire de leur parti n'en rate pas une ! À moins que, cette fois, sa dernière reculade — déguisée en projet volontariste — ne se mue à terme en une avancée. Sait-on jamais... Que viennent d'apprendre les affiliés du PS, par la presse du samedi 11 mars dernier ? Vous ne voyez pas ?

Eh bien, sachez que leur président régnant vient d'exposer au peuple wallon et au partenaire flamand une "idée de génie". Une idée dont il assure, dans sa royale sagacité, qu'elle est *«révolutionnaire»*. Révolutionnaire ? Voilà un mot bien inhabituel dans la bouche d'un prince ! Un mot qui mérite donc qu'on s'y arrête.

Aussi, attardons-nous un moment sur le raisonnement dirupien que l'on jurerait sorti en droite ligne de l'officine de Laeken : *«À l'heure où le pays court les risques que l'on sait, où son maintien même est en cause, alors que chacun organise aujourd'hui son enseignement de son côté, faisons en sorte que les établissements scolaires dispensent un enseignement bilingue en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Avec des enfants provenant des deux côtés de la frontière linguistique, suivant des cours dans les deux langues. Des enseignants du nord et du sud du pays se retrouveraient. Les parents se mêleraient les uns aux autres.»* Le bel œcuménisme que voilà ! Du Milquet tout craché ! Pas loin d'ailleurs des incantations unificatrices de Reynders dans ses moments d'euphorie belgicaine, en plus éthéré encore...

Dans le contexte délicat que connaissent actuellement les écoles flamandes de Bruxelles craquant sous le nombre des élèves francophones (qui restent, contre vents et marées du Nord, des francophones... de même que leurs parents !), on se doute que le mirobolant projet socialiste a assez peu de chances de déboucher sur des embrassades intercommunautaires. Cela n'empêche pas le citoyen wallon — plutôt velléitaire à l'égard du bilinguisme belgo-belge ! — d'embrayer candidement sur cette idée intrépide. Ni Di Rupo d'enfoncer le clou : *«Et, bien sûr, ces établissements seraient gérés en commun par Flamands et francophones. Quel changement ce serait !»* Quel changement, tu parles ! À condition que la Flandre soit preneuse... Et là, il y a comme un os. Et même tout un squelette ! Bien bâti et solidement campé sur de robustes tibias flamands. *«Nee en nog eens nee !»* répondent en chœur les éminences du *CD&V / N.VA*, du *Vlaams Blok/Belang*, du *Open VLD* et du *SP.A-Spirit*.

Leurs refus unanimes tombent comme des couperets : *«C'est une bonne idée, mais elle ne me convainc pas»*, assène sans crainte du paradoxe Yves Leterme, président des sociaux-chrétiens flamands. Il s'explique : *«Il faut d'abord que les élèves connaissent parfaitement leur langue maternelle. Si les francophones veulent connaître mieux le néerlandais, qu'ils fassent des efforts dans leur propre système d'enseignement.»* Le *Vlaams Blok/Belang*, lui, s'étrangle d'indignation, estimant qu'il s'agit là d'*«une tentative néo-unitaire* (ndlr : plus exactement "néo-unitariste") *du PS»*. Du côté des libéraux bruxellois d'expression néerlandaise, on frémit à l'idée d'écoles bilingues. *«Dans les hôpitaux, les administrations communales qui devraient être bilingues, nous constatons que dans la pratique, tout est unilingue»*, estime Guy Vanhengel, qui n'a pas l'intention *«d'importer»* cette expérience dans les écoles. Quant à Frank Vandenbroucke, ministre socialiste flamand de l'Enseignement, il considère qu'*«il faut fixer une langue sans quoi au lieu du multilinguisme, on aboutit au zéro-linguisme. À Bruxelles, cela poserait de gros problèmes aux élèves d'origine étrangère»*, avant de trancher : *«Un enseignement bicommunautaire, c'est trop compliqué.»* Et il ajoute, comme pour faire une concession à ses "camarades" francophones : *«Je suis demandeur d'une coopération renforcée : des échanges d'élèves, de professeurs, de directions d'écoles. Cela servira à la fois à apprendre l'autre langue et à mieux connaître l'autre communauté.»* Rideau.

C'était à prévoir. Que des écoles bilingues voient le jour à Bruxelles, le long de la frontière linguistique ou en lointaine terre luxembourgeoise, la Flandre homogène y relève un inconvénient majeur : le sacro-saint principe de territorialité serait bafoué puisqu'il faudrait gérer ces écoles en commun avec les "pestiférés" francophones. En clair, un enseignement bilingue signifierait pour la Flandre : 1) se priver de certains de ses enseignants en les envoyant dans les écoles de la Communauté française (où les salaires sont inférieurs de quelque 10 % et l'ancienneté barémique de ces "émigrants" suspendue) ; 2) accueillir des enseignants francophones dans ses écoles (où les salaires sont plus élevés) ; 3) le cas échéant, harmoniser programmes, méthodes, horaires, etc. et 4) introduire la "vermine" pédagogique francophone dans une Flandre scolaire qui "pète" de santé. Le tout sans la garantie de produire le bilinguisme attendu... Horreur et contamination !

Bref, maintenant plus que jamais : pas question de partager la mainmise de Mère Flandre sur son enseignement, chasse gardée des défenseurs de la pureté de la "race". >>>

Alors ? Est-ce à dire que le *doge* de Mons n'avait pas pressenti cette fin de non-recevoir nordiste ? Possible. Mais connaissant le personnage — pas né de la dernière pluie et un peu frotté de machiavélisme —, il n'est pas exclu qu'il ait malicieusement provoqué cette rebuffade. L'occasion ne lui en a-t-elle pas été offerte sur un plateau d'argent par une proposition exprimée à point nommé par les «Chantiers de demain» ? Vaste consultation des adhérents du PS qui s'est déroulée entre le 18 janvier et le 15 février, ces «Chantiers de demain» ont accouché de propositions diverses, comme celle, pleine de bons sentiments, visant à pousser les deux grandes Communautés du pays dans les bras l'une de l'autre en commençant dès le plus jeune âge, c'est-à-dire au début de la scolarité obligatoire. Un cadeau providentiel pour sire Elio, cette proposition ! Sans doute due à un collabo infiltré par le Boulevard de l'Empereur... Les élections législatives approchent, il fallait saisir la balle au bond afin de présenter au citoyen un visage de grand réconciliateur national et — en faisant d'une pierre deux coups — d'acculer l'adversaire à la faute.

Pari gagné : la Flandre a dit NON ! Tiens, tiens, eux aussi savent dire NON... Voilà qui est tout nouveau dans le paysage politique belge. Ce NON est-il annonciateur d'autres refus flamands ? Espérons-le, car — comprenons-le bien — toute empoignade entre les deux Communautés rapproche la Wallonie de sa libération définitive des entraves belgo-flamandes.

Le veto flamand unanime et catégorique opposé à une proposition socialiste et francophone d'ouverture devrait interpeller tous les citoyens wallons doués d'un peu de curiosité et de jugeote. Il devrait aussi les inviter à se poser la question suivante — il est grand temps — s'ils veulent comprendre où on les mène : **pour qui roule Di Rupo, incontestablement l'homme politique le plus fort du moment en Wallonie ?** Pour lui-même ? Pour le Parti Socialiste ? Pour Mons et le Hainaut ? Pour la Wallonie dans un État belge (con)fédéral ou redevenu unitaire ? Pour le roi et sa tribu ? Pour quelqu'un ou quelque chose d'autre encore ?

Chacun apportera à cette question quasi existentielle pour la Wallonie la réponse, monolithique ou nuancée, que lui auront dictée ses observations. Une chose est certaine : séducteur né, Elio Di Rupo a réussi, par-dessus les militants réduits à l'acquiescement et les mandataires contraints à l'obéissance, à subjuguer les masses wallonnes pour accaparer tous les pouvoirs. Le Parti Socialiste a été rapidement et habilement soumis. Les électeurs l'ont plébiscité sur la base distante d'une image virtuelle et souriante. Pleins de foi et d'espérance, ils se sont habitués à cette apparence moderne et fringante qui masque une politique du carcan institutionnel. Danger ! Parvenu au double sommet partisan et politique de Wallonie, potentat adulé ou craint et pourtant non encore rassasié, ce tartufe de la politique a cependant échoué — à commencer par sa propre circonscription qui se meurt — à conduire la Wallonie au rétablissement qu'elle attend et qu'elle mérite.

Sous cette dictature insidieuse et sclérosée, cette espèce de Kremlin sans le KGB, la stagnation est en marche. Ne le permettons plus ! Des talents pour conduire une réelle politique d'émancipation existent parmi nous, dans tous les partis démocratiques. Ne nous laissons plus étouffer en restant sur la défensive ! Attaquons ce régime belgicain aux abois ! Ameutons nos amis, nos voisins ! Et votons, aux prochaines élections législatives, pour les candidats clairvoyants, ceux qui ont le courage de se déclarer en faveur **de la solidarité francophone et du renouveau républicain !**

Belgique — Élections fédérales

Les élections fédérales belges auront lieu le 10 juin 2007. Scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, régionalisation de la santé et de l'emploi, de la justice et de la fiscalité, telles sont, entre autres, les revendications flamandes. Pour y faire face — ou pour ne pas avoir à y faire face —, les partis traditionnels francophones prétendent se liguer en un "front uni du refus". Mais la réalité ne risque-t-elle pas de rattraper dès le lendemain des élections ce front qui déjà se fissure ? Opposer un non sans appel aux exigences flamandes n'est-il pas une résolution de pure forme que l'on sait par avance ne pas pouvoir, ni même vouloir, tenir? Et quand bien même il y aurait un réel front francophone, le refus obstiné de toute avancée institutionnelle ne fera-t-il pas hâter ce que la classe politique wallonne et bruxelloise veut par dessus tout éviter : la dissolution de la Belgique ? *Wallonie-France* le pense, qui en appelle à la lucidité de ses lecteurs et les engage à accorder leur voix à des femmes et des hommes qui préparent l'avenir, **français**, de la Wallonie et de Bruxelles !

La rédaction

COCORICO !

Formule UN

John Erler

Un triplé pour l'Université de Liège ?

Créé en 1950, le championnat du monde automobile n'a jamais couronné de Belge. Malgré nos incontestables stars en Formule Un pendant un demi-siècle : Paul Frère, Olivier Gendebien, Jacky Ickx, Lucien Bianchi, Thierry Boutsen. Et cependant, en 2005 et 2006, des Liégeois et des Hennuyers ont pu s'enorgueillir du titre mondial de F1.
Pas du titre de champion du monde des pilotes. Mais (partiellement) du titre de champion du monde des constructeurs. Partiellement. Parce que la couronne a été déposée — et c'est juste — sur la tête de Renault grâce à son jeune et talentueux pilote espagnol, Alonso, qui a réussi à distancer Schumi. Dans le même temps, Renault a distancé Ferrari et s'est donc offert un doublé comme champion du monde des constructeurs. Les Liégeois n'y sont pas pour rien...
Et même de prestigieux Liégeois : ceux qui travaillent à l'IPNAS, l'Institut de physique nucléaire, atomique et de spectroscopie de l'Université de Liège. Sa mission ? En voici la définition : *« L'unité de physique nucléaire, atomique et de spectroscopie de l'Université de Liège oriente ses recherches vers des études fondamentales de physique atomique (spectroscopie, modélisation de l'atome, atomes froids, pièges à atomes et optique quantique) et vers le développement de méthodes analytiques basées sur l'utilisation de particules chargées accélérées ».*

Liégeois et Hennuyers

Comment cette mission peut-elle servir la Formule Un ? Le cyclotron de l'IPNAS n'est pas innocent dans cette ouverture vers les bolides. Il est même indispensable. C'est lui qui, en définitive, permet de mesurer l'usure de certains éléments essentiels des moteurs.
Responsable de cet institut universitaire, le professeur Henri-Pierre Garnir s'en explique volontiers : *« Nous disposons d'une technique très précise. En mesurant les radiations dans l'huile, nous mesurons l'usure. Les motoristes sont très friands de cette technique parce qu'elle donne des indications quasi dans l'immédiat. Ce qui permet au motoriste d'éviter la casse ».*

Pourquoi Renault s'est-il tourné vers l'ULg ? En fait, le constructeur français n'a pas fait directement appel à l'université liégeoise. Mais à une brillante société hennuyère de Froyennes, Delta Services Industriels (DSI). Laquelle, reconnue mondialement, propose notamment *«des services et équipements de mesure pour développement des moteurs et des lubrifiants».*
Connaissant (comme tous les constructeurs) des problèmes de moteur, Renault a sollicité DSI dès 2001. Et l'IPNAS a été sollicité par DSI...
M. Garnir s'en souvient : *«C'est l'arbre à cames qui inquiétait alors. Aujourd'hui, nos mesures portent en outre sur le vilebrequin et les coussinets».*
Mais les savants liégeois n'examinent pas que les pièces Renault. Hors F1, ils se penchent aussi (via cyclotron et ordinateur) sur les arbres à cames des gros camions Volvo et sur la qualité des huiles Elf.

Et, encore et surtout, les étoiles de l'IPNAS participent au processus qui cherche des solutions au réchauffement de la planète. Encore et toujours grâce aux moteurs. M.Garnir s'en réjouit : *«Nous sommes très performants dans l'étude des filtres à particules. On exigera bientôt des filtres à particules dans les moteurs diesel afin de réduire leur pollution».*
Oui, on peut être fier de la compétence wallonne. Et spécialement de la compétence de ces Liégeois et de ces Hennuyers en Formule Un. Dommage que les responsables du circuit de Spa-Francorchamps n'atteignent pas encore ce niveau de compétence...

Wallonie et énergies renouvelables

Le mensuel *Athena* d'avril 2007 (1) a consacré à ce sujet un dossier signé Jean-Claude Quintart parce que *«la Région wallonne est en passe de réussir avec brio le défi qu'elle s'était fixé en 2003».* La nouvelle est intéressante car, outre l'importante économie financière à réaliser, ces énergies constituent un gisement d'emplois prometteur.

Comme on le sait, les principales sources d'énergies renouvelables sont **l'hydraulique** (ex. : la turbine Oméga, installée sur l'Ourthe à Liège, a produit 2.360.000 kwh en 2006), **le vent** (les éoliennes wallonnes représentent déjà 49 mégawatts, soit 33% de cette énergie produite en Belgique), **le soleil** (modules photovoltaïques), **la chaleur du sous-sol** (géothermie) et **la biomasse** (biodiesel à base d'oléagineux à Feluy, bioéthanol à base de sucre à Wanze, production de biogaz au départ de bois et déchets végétaux).

Les universités de Louvain-la-Neuve et de Liège, les sociétés wallonnes ESE et Droben, entre autres, planchent sur des projets qui, demain, ouvriront de nouveaux marchés. **J. L.**

(1) Adresse : avenue Prince de Liège, 7, 5100 Jambes — Tél : 081/33.56.02. http://recherche-technologie.wallonie.be

Un jour, la France

Jacques Rogissart

Sus aux nantis, aux arrogants, aux égoïstes, aux régressistes, a mâlement clamé M. Di Rupo, le 6 mars à son bataillon sacré de militants montois. Sous le coup de la chaleur combative, il a oublié les "gros" que les socialistes prenaient pour cible autrefois, quand le rouge était dans les cœurs et pas seulement sur les drapeaux. Les temps ont changé et il faut laisser les morts enterrer les morts. Mais en ouvrant la boutique à l'air de la vie, il faudrait nettoyer la poussière et non la pousser sous le tapis. Quelle vérité peut-on chercher dans les accents du président du PS quand Charleroi reste encrassé par les scandales des camarades locaux, quand un Rovillard a toujours les poches bien gonflées d'argent public, quand une gestion négligente ou délinquante sème encore des taches sur la réputation d'autres petits potentats sociaux-démocrates ? Je ne signerai pas un brevet de vertu au CDH et au MR ; peut-être nous affligeraient-ils des mêmes tares s'ils avaient eu à manier la même puissance que le PS (après tout, un Ducarme ou un Detremmerie ne sont pas non plus des monstres de civisme), mais, ayant au moins les doigts dans l'assiette au beurre, ils ont pris moins de mauvaise graisse dans l'illégalité.

Je ne veux pas dire non plus que M. Di Rupo joue hypocritement les pères-la-vertu. À n'en pas douter, il essaie de crever les abcès et d'assainir les plaies. Le drame est que trop de contraintes particratiques l'empêchent de mener jusqu'au bout les épurations nécessaires et que la Wallonie en souffre dans l'image qu'elle donne et, ce qui est encore plus grave, dans celle qu'elle a d'elle-même. J'acquiesce à l'objection que la Flandre ne sent pas, sur toute sa surface, la violette de la sainteté politique. Mais ses bilans gouvernementaux lui épargnent le mal à l'âme. Nos sociaux-démocrates ne peuvent hélas se prévaloir du leur. J'en donne quelques exemples aujourd'hui dans mon édition de la *Nouvelle Wallonie Libre*. On peut allonger la liste. Les Flamands ont-ils tort d'affirmer que M. Flahaut est un incapable (l'objectivité commande de décerner le même bonnet d'âne à M. Louis Michel) ? Que la direction socialiste a jeté le manteau de Noé sur M. Laurent de Belgique ? Que Francorchamps est un cas d'école en matière de gabegie ? Etc., etc.

Si, en dépit de tout cela, l'économie wallonne se redresse, c'est que notre peuple a d'extraordinaires ressources de savoir-faire et de créativité. Le "plan Marshall", dont je n'ai que du bien à dire, sauf qu'il est encore trop court, est trop récent pour être ce que Mme Arena appellerait le *primum movens* de cette évolution. Où n'en serait pas la Wallonie si elle était dirigée par des gens plus préoccupés d'elle que d'une Belgique condamnée ? Et s'ils l'arrachaient aux dogmes maastrichtiens pour maximiser la synergie entre les impulsions publiques et l'initiative privée ?

Pour le moment, on comprendra que j'attache peu d'importance, en vue des prochaines élections, aux combinaisons de pouvoir qui s'ébauchent chez nous avec pour principal objectif de ne changer rien à rien. On marche sur la banquise des idées. La cap comme ça, Cap'tain Igloo ! M. Moureaux exclut le MR de ses rêves. M. Kubla ne veut pas du PS dans son Atlantide. Qui prendra le meilleur sur l'autre, c'est ce que nous saurons le 10 juin, mais d'avance, les scénaristes nous privent de tout suspense. Il faudrait une révolution copernicienne dans les concepts et les méthodes. Les maîtres du Système n'en veulent à aucun prix. Mais foin de désespoir ! La Flandre échauffe le climat politique. Un sourd mécontentement populaire gargouille au fond d'un cratère dont il finira par sortir. La glaciation n'est pas durable. Quand fondra-t-elle ? Je ne puis en prédire le jour et l'heure, mais j'entends des craquements dans toute l'Europe. Le travail de la raison ne s'arrêtera pas aux frontières wallonnes.

Comme dans toutes les crises de notre histoire, c'est de France que viennent les signes de renouveau. À l'heure où j'écris, j'ignore qui elle va choisir pour lui confier la République. Mais quelle joie nous eûmes de la voir rendue à elle-même par les principaux candidats, avec les honneurs au drapeau et l'hymne national, avec aussi de justes et dures critiques à l'Europe monétaire, cette matrice de désastres dont s'ébahissent — et se réjouissent sous cape — nos concurrents américains et japonais ! Il n'y a pas de plus grande force au monde que le patriotisme, là où évidemment il y a une vraie patrie. En s'acharnant sournoisement à l'étouffer, l'Union européenne se voue à l'échec historique, n'en déplaise à M. Bayrou qui a pour elle une dévotion quasi mystique. Et c'est en vain que chez nous des sondages, ahurissants par la composition de l'échantillonnage et un mépris schizophrénique pour les chiffres électoraux du Nord, essaient de comprimer sous une nationalité artificielle le sens des patries authentiques du royaume.

La France ! Comme elle terrorise nos agents de la conservation et de la réaction ! Ils publient qu'elle est en déclin (un grand journal bruxellois l'a fait proclamer du même souffle par les vétérans du néolibéralisme que sont MM. Baverez et Minc et par le sociologue Touraine qui ne s'est repenti du soixante-huitardisme que pour pécher à l'autre extrême). Pensez donc, elle défend sa Sécurité sociale, elle se méfie de la flexibilité du travail (et elle n'est plus que le sixième puissance économique du globe, après la Chine et l'Inde. Allez voir comment on vit chez quatre des cinq premiers (il faut sortir l'Allemagne du lot) et dites-moi où vous préféreriez avoir vos pénates. Son dynamisme ? Ses industries et ses laboratoires ne cessent d'inventer. Ses musées sont priés de se copier jusqu'aux bord des côtes arabiques. Sa démographie a très bonne mine, ce qui n'est pas précisément un signe de morosité devant l'avenir. On se dispute chez elle sur le taux de chômage, mais, dans l'hypothèse la plus pessimiste, il est deux fois moins élevé qu'en Wallonie. Celui de la Grande-Bretagne paraît meilleur ? Mais c'est parce que l'on y est beaucoup plus vite exclu du droit à l'aide sociale ; un >>>

simple lissage rétablit de plus justes proportions. Il reste, pour doper la vigueur française à convaincre l'Europe de se protéger contre les déloyautés et les inégalités de la compétition internationale. L'idée s'en est fait jour clairement pendant la campagne présidentielle. La France reste le creuset des choses à venir.

En redevenant exemplaire, elle nous fait signe. Oh, pas à haute voix, mais en nous tendant un miroir où nous pouvons nous regarder avec fierté parce que nous lui appartenons par nos structures mentales et culturelles et que nous partageons sa mémoire et sa gloire. Le réunionisme n'est pas encore en Wallonie le grand enjeu qu'il devrait être — sa théorie devrait se lier davantage aux problèmes économiques et sociaux — mais il chemine dans les esprits. Nous n'éviterons peut-être pas une Belgique résiduelle que nos particrates fabriquent sur la tombe de l'État fédéral, mais elle succombera aux mêmes infirmités que celui-ci. Alors sonnera chez nous l'heure de la France, l'heure du destin naturel de notre collectivité.

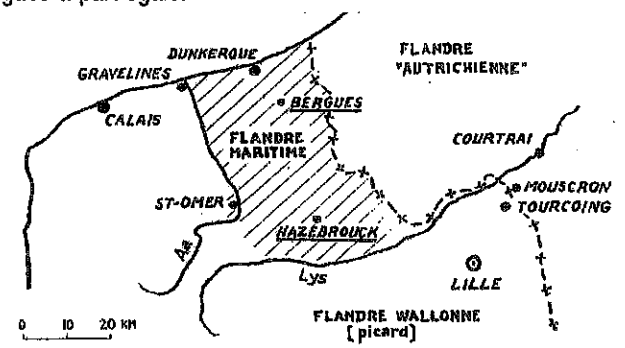
ERRATA : je corrige ici par coquetterie de plume deux coquilles de mon article "En glanant dans la belgitude" :
— il fallait lire dans le 4e §, à propos du roi : "Négligerait-on (et non n'impliquerait-on pas) son influence réelle (...) etc."
— et dans le 6e § : "le carrosse où une joueuse de tennis (...) baladait les midinettes devenu (et non devenues) citrouille (au singulier et non au pluriel) sous la lumière crue de son naufrage conjugal.

UN PEU D'HISTOIRE

Le flamand dans le département du Nord

En août 1790, l'abbé Henri Grégoire, député à l'Assemblée nationale, envoie une circulaire aux Clubs patriotiques afin de mesurer le degré de connaissance du français dans les anciennes provinces et, en corollaire, de mieux cerner l'usage des "patois", terme générique employé par l'auteur pour désigner toute autre langue ou dialecte que le français.

L'abbé Andriès, professeur au collège de Bergues et membre de la Société des Amis de la Constitution de cette ville, lui répondra peu après d'une manière détaillée. *«La langue flamande* — vraie langue et non patois, précise-t-il hautement ! — *est d'usage depuis la rivière d'Aa dans les deux districts de Bergues et d'Hazebrouk* (qui) *formèrent la ci-devant Flandre maritime»* (1). Pour lui, plus de la moitié des ruraux et même *«beaucoup de prêtres et de curés»* ne connaissent pas du tout "l'idiome national". Andriès insiste cependant sur le fait qu'il n'y a nulle hostilité envers la langue française. À Dunkerque, ville française depuis 1662, on entend les deux langues à part égale.



En juin 1793, H. Grégoire, revenu en qualité de député à la Convention, dépose son célèbre *«Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française»*, rapport qui n'aura aucune retombée immédiate, le gouvernement révolutionnaire ayant à ce moment d'autres chats à fouetter.

La Flandre maritime ne devient entièrement française qu'en 1698 (traité de Ryswick). À coups d'ordonnances, de menaces ou de flatteries, Louis XIV va s'efforcer de franciser les élites locales, tant civiles que religieuses. Quant au "bas peuple", il pourra se servir en toute liberté de son "patois". Il ne s'en privera pas, ce qui explique la lenteur de la francisation au cours du XVIII[e] siècle.

Commencée timidement avec la Révolution, la politique d'unification linguistique de la France continuera sous les différents régimes. Elle portera ses fruits comme le révèle l'enquête de 1864, voulue par Victor Duruy, alors ministre de l'Instruction publique de Napoléon III. À ce moment, il n'y a plus que 10% environ des habitants de l'ancienne Flandre maritime à ignorer le français (2).

Sous la III[e] République, l'école obligatoire de Jules Ferry et l'action vigoureuse des instituteurs (les fameux "hussards noirs de la République"), les journaux et les livres, voire les activités économiques, accéléreront la francisation au point que, de nos jours, le dialecte flamand (*westvlaams*) n'est plus guère pratiqué que dans quelques localités contiguës à la frontière. C'est là l'ultime refuge d'une langue qui n'avait d'ailleurs cessé de reculer depuis le Moyen Âge.

De petits groupes de Français, nostalgiques — soutenus par la Flandre ? — luttent toujours pour la reconnaissance officielle de leur dialecte (parfois qualifié de néerlandais) par la République, tandis que les plus pointus, exaltant le souvenir des Pays-Bas espagnols, revendiquent même leur rattachement à la Région flamande. Inutile de dire que leur combat n'est pas gagné !

J. L.

(1) Cf. M. de Certeau, D. Julia, J. Revel, *Une politique de la langue,* Gallimard, coll. Folio histoire, 2002. La réponse d'Andriès comprend les pages 251 à 266. Rappelons que Lille, bien que capitale de la Flandre française, a toujours été de langue romane (picard). L'intendant nommé par Louis XIV administrait *«l'Intendance de Flandre wallonne et partie du Hainaut et partie du Cambrésis»*.
(2) À l'époque, c'est le Midi qui est le moins francisé. 70 à 90 % des habitants ne connaissent que l'occitan. À Nice et sa région, réunies à la France en 1860, on parle surtout l'italien. Environ 40 % des Basques et des Catalans ne parlent pas le français.

De Soir et *Le Standaard* en campagne

Encore, encore !

Le 24 mars, *Le Soir* et son associé *De Standaard* atteignent sans doute un orgasme, politique s'entend. Qu'on en juge ! Leur sondage à propos du maintien de la Belgique vient de montrer que 98% des francophones et 93% des Flamands veulent qu'elle vive encore. Pour toujours ? Ce n'est pas sûr, car on remarque que cette belle confiance s'amenuise au fil des décennies jusqu'en... 2107 !

Si le résultat actuel est déjà discutable côté francophone, il est franchement ridicule côté flamand : comment, en effet, expliquer la contradiction entre ce pourcentage "stalinien" et le vote d'environ 30% des Flamands en faveur de listes séparatistes, telles que le *Vlaams Belang* et la *NVA* ? D'autre part, près d'un tiers des francophones — apeurés peut-être ? — désirent en revenir à l'État unitaire, mais seulement 8,4% des Flamands.

À la question de savoir quelle est leur identité préférée, 44% des Flamands répondent qu'ils se sentent Belges d'abord, contre 58% des Wallons. Quant aux Bruxellois, ils ne sont plus que 41%. Surprenant, non ! Mieux, «*un Flamand sur trois attend la république*» (ndlr : belge ou flamande ? Ce n'est pas précisé) et 56% des Flamands sondés jugent que «*la monarchie est une caste de privilégiés dont le rôle est inutile*». Cherchez l'erreur !

Enfin, il ressort que le désir d'une Belgique revue et corrigée — donc affaiblie — est patent, puisque, tant au Nord qu'au Sud, on s'accorde assez bien pour réclamer davantage d'autonomie.

Bref, ce sondage en dents de scie indique surtout que l'écart entre les mentalités se creuse, n'en déplaise au grand quotidien plus vespéral que "neutre".

Et dix jours plus tard, *Le Canard enchaîné* (04.04.07) met les pieds dans le plat en révélant l'aveu de deux sondeurs français : ils doivent "bricoler" les données brutes des sondages (soit les réponses des sondés) parce que ceux-ci ont trop souvent la déplorable habitude de leur mentir !

Question innocente : leurs collègues belges ne procéderaient-ils pas aussi, de temps en temps, à quelques "redressements" bienvenus pour leurs clients ? Pure hypothèse, n'est-ce pas !

Pan sur la monarchie ! Plusieurs communes flamandes ont décidé de décrocher les portraits royaux de leur salle du conseil.
Et en Wallonie, qui osera ?

Et encore un Tour de Flandre, un !

La Libre s'est aussi offert un petit Tour de Flandre. Il n'a duré qu'une semaine et s'est clôturé le 18 mars. Que voulez-vous ? C'est à la mode depuis que le couple *De Soir/Le Standaard* nous a persuadés (?) qu'il n'y avait que du bonheur à camper dans le pré belgeois ! Ici encore, des points de vue de personnes autorisées alternent avec des "camemberts" prenant le pouls de l'opinion publique.

Quelques couacs cependant : ainsi, à la question de savoir comment on se considère en premier lieu, 70% des Wallons se disent Belges d'abord, contre 50% des Flamands. «*La Wallonie vit-elle aux crochets de la Flandre ?*» "Oui", répondent 45% des Flamands ; "non" pour... 79% des Wallons. Évidemment !

Il semble bien que la morale de cette longue enquête ait été tirée par un lecteur qui vit en Flandre depuis 60 ans et signe Ycar : «*C'est avec intérêt que je suis la publication de vos sondages. Néanmoins, il me paraissent superficiels*». La faute n'en est pas au sondeur, mais est due au fait que «*le citoyen flamand donne quasi toujours des réponses "à géométrie variable"*» parce qu'il veut avoir la paix ! Mais, rentré chez lui, «*sa parole sera souvent très différente ! C'est cette parole-là qui manque ici*».

Traduisons : c'est bien «*cette parole-là*» qui, cachée au sondeur, sort massivement des urnes depuis des décennies.

J. L.

Précision

Dans son article *L'édification de l'Europe* paru dans notre n° de mars/avril, Mme Yvonne Bollmann écrivait que «*500.000 Sintis et Roms avaient été systématiquement exterminés*» par les nazis. Intrigués par le nom Sintis, des lecteurs nous prient de l'expliquer.

Voici ce qu'en dit la linguiste Henriette Walter dans *L'aventure des langues en Occident* (Laffont, 1994, pp. 31-32) : «*Les populations que l'on nomme diversement — Gitans, Tziganes, Romanichels, Gypsies — mais qui se désignent eux-mêmes par d'autres noms (Roms, Sinti, Manouches, Calé)*» parlent des dialectes qui se divisent en plusieurs groupes, dont «*le groupe Sinti, influencé par l'allemand*». Encore un mystère éclairci !

Avis à nos abonnés sur le point de changer d'adresse

Vous comptez déménager ? Et ne pas perdre le bénéfice de votre abonnement à *Wallonie-France* ? Pas de souci : la revue vous suivra à votre nouveau domicile... à condition de nous l'avoir communiqué à temps. Pensez-y

La Belgique... suite ou fin ?

En lisant ce titre interrogateur, vous vous dites sans doute, lassé : encore un livre — une enquête ? une étude ? — traitant de la survie aléatoire de ce malheureux État. Apprenez que le stade "confidentiel" du document écrit est, ici, bien dépassé ! Il s'agit en fait, plus ouvertement, du thème choisi par **l'Association France-Wallonie-Bruxelles** (AFWB) et **l'Association française de solidarité avec les peuples de langue française** (ASPELF) pour le colloque qu'elles ont organisé le 31 mars dernier à Maisons-Laffitte (Yvelines). La ville natale de Jean Cocteau a accueilli le colloque franco-belge dans le complexe communal Montesquieu, aimablement mis à disposition par M. le député-maire Jacques Myard. *Wallonie-France* y a assisté pour vous.

À l'initiative de ces deux associations, quelque 80 citoyens belges et français sont venus faire le point, en terre française, sur la situation politique passée et actuelle, et sur la poursuite ou l'effacement de l'État belge. L'idée d'organiser ce colloque n'est pas neuve, signale M. Paul Blanc, Ambassadeur honoraire de France et président de l'AFWB. Elle a été émise, au printemps 2006, par le conseil d'administration préoccupé par le sort des citoyens belges de langue française entrainés dans une cascade de pactes, de compromis, d'épreuves de force qu'ils doivent à la physionomie mouvante de l'État belge depuis un demi-siècle. Il conclut son introduction par ces mots : **la question posée par le thème du colloque ne peut plus être éludée.**

Dans le vif du sujet

Le colloque débute par un rappel de la structure institutionnelle de l'État belge exposée avec clarté (ce qui est une prouesse !) par le modérateur, M. Christian Napen, conseiller parlementaire : un État fédéral, 3 régions fédérées, 3 communautés linguistiques mais 4 régimes linguistiques différents plus des communes "à facilités", 7 assemblées législatives mais 6 gouvernements ! Voilà l'enchevêtrement institutionnel asymétrique en perpétuelle évolution dans lequel les provinces, les communes et le simple citoyen se meuvent tant bien que mal au fil des révisions de la Constitution.

L'émission-déclic

La parole est ensuite cédée à la "vedette" annoncée, M. Philippe Dutilleul, journaliste de la RTBF, auteur du fameux documentaire-fiction du 13 décembre 2006 et de l'ouvrage *Bye-bye Belgium* paru dans la foulée. Sans aucun doute, le documentaire-fiction et le livre-réalité resteront gravés dans les mémoires. Il y aura — il y a déjà — un avant et un après *13 décembre 2006.*

À l'inverse de fédérations comme les USA ou la RFA nées d'une volonté de vivre ensemble, l'État belge unitaire créé en 1830 ne cesse d'évoluer vers un fédéralisme bancal, de dislocation, que certains osent appeler un "fédéralisme d'union". L'affrontement permanent se résume en ces termes : face à la volonté flamande de conquérir une autonomie maximum, un front francophone wallon et bruxellois prétend maintenir l'État fédéral dans sa structure actuelle.

Le journaliste s'en explique : «*Nous avons voulu susciter le débat sur l'avenir du pays au niveau du citoyen. J'ai sillonné pendant deux ans la partie flamande du pays. Notre objectif a été de choisir l'écriture du magazine "Strip -Tease" et de décrire en direct la première heure de la séparation belge, sans acteurs professionnels mais avec les personnages réels (journalistes, femmes et hommes politiques, citoyens interrogés dans la rue...).*

L'émotion fut si grande qu'après 32 minutes de direct, la direction de la RTBF décida de faire défiler : *"ceci est une fiction"*». Philippe Dutilleul ajoute encore : «*89% des Wallons et Belges francophones ont cru au scénario, ce qui démontre que celui-ci est profondément ancré dans les esprits. Le premier réflexe des téléspectateurs quant à notre initiative a été la désapprobation, mais la tendance s'est rapidement inversée* (...) *Quelques chiffres : 1.394.000 téléspectateurs (35% de parts de marché) ont regardé l'émission à un moment ou à un autre. Une pétition de soutien aux journalistes sur Internet a recueilli 62.200 signatures. D'autre part, 200.000 Flamands ont vu le film de leur prise d'indépendance !*»

Par la suite, le personnel politique a réagi plus positivement, sauf au PS francophone. Quant à la perte de crédibilité dont aurait pu pâtir la RTBF, pas de souci, puisque l'audience du journal télévisé est en hausse.

Pour conclure, M. Dutilleul précise qu'il fallait créer l'effet de surprise pour accrocher le téléspectateur. Il ajoute que, de toute façon, il n'a jamais été question de quitter l'antenne sans préciser le but et la nature réelle des séquences diffusées. Puis, prenant de la hauteur par rapport à son sujet, il attire l'attention sur l'importance du décryptage des informations télévisuelles surabondantes, lesquelles peuvent conduire, en réalité, à la sous-information. Enfin, il ne manque pas de condamner les dérives publicitaires des chaines tant publiques que commerciales et réaffirme son *credo* en un vrai pluralisme de la presse.

Une vision bruxelloise flamande

Mme Lydia de Pauwe-Deveen, professeur d'histoire de l'art à la *VUB* (université libre de Bruxelles, section flamande) et membre du *SP.A* (Parti Socialiste flamand), précise d'emblée qu'elle s'exprime en son nom personnel. Issue d'une lignée de Bruxellois flamands et libres penseurs, elle se dit antiséparatiste, antifédéraliste mais contre l'immobilisme, mentionnant au passage que son grand-père était *"un flamingant positif"*. Elle retrace les brimades subies par les Flamands dès la naissance de l'État belge, en particulier à Bruxelles — ville flamande à l'origine, mais reconnait que la situation actuelle est meilleure, ce qui ne l'empêche pas de qualifier le FDF (Front démocratique des Francophones) de "parti raciste" (*sic*). Pour elle, Bruxelles est une ville-région à part entière constituée de 200 nationalités (ndlr : manière flamande habituelle de minorer les quelque 90% de francophones en les présentant comme un des groupes linguistiques existant, parmi d'autres, à Bruxelles). Elle récuse l'idée selon laquelle la Flandre veut encercler ou flamandiser Bruxelles (ndlr : pourquoi le "*gordel*" alors ?), mais est opposée aux "facilités" (ndlr : tolérances linguistiques en matière administrative >>>

et judiciaire) accordées aux francophones des communes flamandes. Elle entend renforcer la coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale et les deux autres Régions et fait diverses suggestions à propos de la problématique de l'arrondissement bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de l'extension des limites de Bruxelles.
En conclusion, Mme de Pauwe-Deveen entend marquer sa belgitude lorsqu'elle préconise le retour à une circonscription électorale unique pour les législatives.

Une vision wallonne

M. Jean-Maurice Dehousse, ancien député PS, ministre, ministre-président, député européen et maire de Liège, fait observer d'entrée de jeu, que, parmi les 27 États européens, seule la Belgique se pose sans cesse des questions sur son avenir. Études, enquêtes, sondages d'opinion, émissions de radio et de télévision témoignent de cette préoccupation qui, cependant, ne paralyse pas l'activité humaine. Remontant dans l'Histoire, il invite à se souvenir du caractère composite de l'État belge, réunion de deux peuples très différents par la langue et la culture, et voulue par la diplomatie britannique désireuse de contrer la France. Différentes, les régions l'étaient aussi au plan économique : agricole au Nord, industrielle au Sud, avec, aujourd'hui, une frontière linguistique qui "rougeoie" au centre. L'orateur insiste sur le fait que ce n'est pas le microcosme politique qui crée les scissions. Les problèmes sont bien là, sérieux mais pas insoutenables. D'autres États européens sont ou ont été traversés par des courants centrifuges (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Italie, Espagne, etc.).
En Belgique, le mouvement flamand, né dès 1848 d'une souffrance sociale, coexiste depuis lors avec l'État belge. Mais attention, la Flandre n'est pas notre Algérie ! Elle n'a pas été colonisée par les Wallons ! En 1961, la Belgique était encore un État jacobin sur le modèle français et britannique. Dès 1970, les revendications autonomistes ont conduit aux premiers articles de la Constitution instituant le fédéralisme par étapes, la dernière en date remontant à 1994, ce qui a fait dire des Belges qu'ils étaient des "étapistes". Il n'y a pas qu'eux, d'ailleurs. À l'aide de quelques exemples, il montre qu'il n'y a pas deux fédéralismes identiques. Le nôtre est certes complexe, puisqu'il n'existe pas de primauté de la loi fédérale sur les décrets des Régions et des Communautés, à l'inverse de la République fédérale d'Allemagne ou, selon l'adage, «*Bundesrecht bricht Landesrecht*». Il faut encore noter que la Belgique est passée du régime unitaire au régime fédéral sans qu'un coup de fusil n'ait été tiré. Transition douce qui s'explique sans doute par le fait que les réformes institutionnelles ont été votées par les deux Communautés à la majorité des deux tiers.
Pour l'avenir, il est vraisemblable que de nouvelles réformes seront votées d'un commun accord. Un cas de figure nouveau : la forte appétence actuelle de la Flandre pour aller plus loin dans la dévolution des compétences, alors que la Wallonie n'est plus demanderesse d'une nouvelle redistribution entre l'État, les Régions et les Communautés. Cela peut-il entrainer la fin de l'État ? Indirectement, oui. L'interrogation primordiale est donc : que va faire la Flandre sachant que la Wallonie et Bruxelles ne demandent rien ? Conclusion à l'adresse du partenaire du Nord : en tout état de cause, les Flamands doivent aussi vouloir les conséquences de leurs volontés...
Observateur perspicace des rapports de force, M. Dehousse mentionne que les partis francophones prônant le retour de la Wallonie à la France ne recueillent, certes, qu'un faible pourcentage de voix aux élections, mais que les sondages les plus récents révèlent que 43% des Wallons partagent cette opinion en cas de disparition de l'État belge.

Une vision flamande

Originaire de Sint-Niklaas (Flandre Orientale), Mme Nelly Maes, députée européenne et membre du parti *Spirit* (formation issue de la *Volksunie*, parti nationaliste flamand disparu, et alliée au Parti Socialiste flamand), se dit résolument nationaliste flamande et indépendantiste. Elle n'est plus prête à investir un sou dans la Belgique qu'elle ne voit plus comme le cadre institutionnel convenant à la Flandre. Elle se déclare fédéraliste en Europe et confédéraliste en Belgique. Pour Bruxelles, elle penche pour une solution proche de Washington DC. Elle évoque ensuite l'évolution de l'État belge depuis les années 1960 sous la pression de la *Volksunie*, laquelle voulait le pouvoir économique, à l'instar des socialistes, mais au contraire des chrétiens pour qui seul comptait l'aspect culturel. Puis, elle examine les révisions de la Constitution, la scission de l'université de Louvain et des partis politiques nationaux, le Centre Harmel, la fixation de la frontière linguistique, la fédéralisation de l'État. Selon elle, le rétablissement de circonscriptions et de listes électorales communes serait un retour en arrière, et l'Europe des Régions serait plus compliquée que l'Europe des États.
Pour elle, la Flandre a un avenir sans la Belgique. Cependant, elle ne désire pas rompre toute solidarité. Estimant que l'immobilisme wallon est un problème, elle souhaite un gouvernement tripartite pour la Flandre, composé du *SPA-Spirit* , du *CD&V-N.VA* et du *Open VLD.*
Elle reconnait un mérite à l'émission de M. Dutilleul : avoir exposé au grand jour le fait que la Belgique est composée de deux peuples qui ne se connaissent plus, et qu'il existe donc deux opinions publiques différentes. Quant aux dossiers conjoints que publient en ce moment les journaux bruxellois *Le Soir* et *De Standaard* pour présenter l'autre Communauté à leurs lecteurs sous un jour prétendument informatif et neutre, Mme Maes estime que leur vision de l'avenir est bien optimiste pour la Belgique !

Une seconde vision wallonne

L'orateur suivant, M. Robert Collignon, a, lui aussi, un passé de mandataire PS bien rempli en tant que député, ministre, ministre-président et maire d'Amay (province de Liège). Sa première phrase énonce un jugement auquel on doit reconnaitre un grand bon sens : **tous les maux de la Belgique viennent peut-être de ce qu'on aura voulu trouver une solution institutionnelle au fait qu'on ne s'aimait pas.** Et il ajoute : *«le résultat en est un État fédéral qui porte si mal son nom, bipolaire et centrifuge»*. Puis, citant le constitutionnaliste de renom Hugues Dumont : *«Le fédéralisme est conçu en Belgique comme un mode de pacification et non comme un projet politique»*. Effectivement, c'est bien d'incompatibilité >>>

qu'il faut parler entre deux visions opposées du fédéralisme, celle des Flamands, qui le voient comme un système institutionnel en perpétuelle évolution, et celle des Francophones, partisans de faire fonctionner l'État belge plutôt que de le réformer sans cesse. Comment, en l'absence de partis politiques nationaux, concilier la vision flamande basée sur deux Communautés avec la vision francophone plus sensible aux Régions et à l'existence de Bruxelles comme Région à part entière ? Ne nous leurrons pas, prévient M. Collignon : pas plus que nous n'avons pratiqué un fédéralisme digne de ce nom, pas plus nous ne pratiquerons un confédéralisme normal, puisque le confédéralisme est le résultat d'un traité de droit international entre deux États indépendants qui décident de mettre en commun certaines compétences.
L'écart est grand également pour ce qui concerne le phénomène identitaire. Le sentiment nationaliste, qui est une réalité en Flandre, est malheureusement inexistant en Wallonie. Ce sentiment identitaire très fort en Flandre débouche sur une volonté d'autonomie très forte également. D'ailleurs, deux grandes familles politiques flamandes (*CD&V* et *SP.A*) ont créé des cartels avec des partis nationalistes et autonomistes (*N.VA* et *Spirit*) nés des cendres de la *Volksunie*. La troisième famille (*Open VLD*) a purement et simplement intégré ces tendances. L'actuel président du *Open VLD* (et ancien membre de la *Volksunie*) n'a-t-il pas déclaré: *«Nous avons nos médias, nos journaux, notre opinion publique»* ? En Wallonie, on oublie que la régionalisation de l'économie fut une revendication wallonne. C'était la seule façon de mettre un terme à un État unitaire belge dominé par la Flandre grâce à la loi du nombre. La Flandre tentait, par une interprétation restrictive de la Constitution, de nier l'aspect économique de la Région. Le politiquement correct francophone fait aussi l'impasse sur toute affirmation culturelle de la Wallonie : Cécile de France, Marie Gillain, Natacha Régnier, Émilie Dequenne, Déborah François, Olivier Gourmet, Benoît Poelvoorde, Jérémie Renier ne sont pas wallons, ils sont belges ! Kim Clijsters, elle, est flamande. Quant à Justine Henin, quand elle gagne, elle est belge ; quand elle perd, elle est wallonne !

La question des transferts financiers entre Régions est omniprésente. Oubliant qu'ils existent dans tous les États fédéraux, la Flandre entend les réduire au maximum entre elle-même et la Wallonie. Cette question sera, parmi d'autres, au cœur des négociations pour la formation du gouvernement fédéral après les élections du 10 juin prochain. Certains suggèrent le maintien des transferts, mais les lient à la présentation d'un rapport annuel sur leur utilisation en Wallonie, ce qui équivaut à une mise sous tutelle. Il n'en est pas question ! Le cas de Bruxelles est une autre pomme de discorde. On assiste en ce moment à un bouillonnement d'idées sur son avenir : simple district européen, désenclavement en passant de 19 à 38 communes, capitale de la Wallonie (*sic*), renforcement de son rôle de capitale belge. À ce sujet, M. Collignon déclare avec fermeté : on ne touchera pas aux communes wallonnes. Et aux rêveurs, il annonce : rien ne sera jamais refédéralisé. Revenant au fameux *Bye-bye Belgium*, l'orateur estime qu'il y a plus de raisons de croire à la rupture qu'à la survie. Dans l'hypothèse d'une scission, les Francophones naviguent à vue quant à leur destin post-belge. La plupart parlent de "Belgique résiduelle", en gros, de lambeaux de Belgique. D'autres font observer que faire sécession est un acte de rébellion et que, jusqu'à présent, la Commission européenne ne reconnait que les États. D'autres encore estiment qu'il n'y a pas d'institution européenne habilitée à gérer ce genre de crise. M. Collignon, quant à lui, considère que rien ne doit empêcher la Flandre d'accomplir sa destinée, et qu'à sa connaissance, la légalité n'est pas le souci premier lors de la création d'un État. On ne peut qu'entériner les évolutions historiques et respecter le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
Aux Wallons inquiets, M. Collignon a envie de dire, comme quelqu'un de bien plus célèbre : "N'ayez pas peur!" et les exhorte à se débarrasser de tout ce qui pourrait faire penser à une mentalité d'assistés !
Qui aurait parié, il y a 15 ans, sur la santé de la Slovaquie dont le taux de croissance est, aujourd'hui, exceptionnel ? Misons sur l'avenir : la Wallonie est un peuple de langue française. À ce titre, elle regarde vers la France. Nous avons appris à formuler nos pensées avec les mots de Balzac et de Dumas. Nous nous sommes initiés aux idées à travers celles de Bergson et de Sartre. Il est temps que la francophonie devienne enfin un espace solidaire et fort. La Wallonie y tiendra sa place, délivrée de ses craintes et de ses humiliations, assumant librement son destin. Quand la République, par un juste retour de l'Histoire, tendra-t-elle à nouveau la main à ceux que le Traité de Vienne a sacrifiés sur l'autel des équilibres de l'Europe post-napoléonienne ?

Une vision bruxelloise francophone

Pour une raison fort simple, ce paragraphe sera très court : aucune des personnalités bruxelloises francophones inscrites comme intervenants à ce large colloque n'a honoré son engagement d'y exprimer le point de vue de 90% de leurs concitoyens. Cette absence de dernière minute a une signification. La Wallonie et la France devront en tirer, lucidement et sans états d'âme, les conclusions qui s'imposent. Ces absents se nomment : M. Olivier Maingain, député fédéral MR, maire de Woluwé-Saint-Lambert, président du FDF ; Éric Libert, député FDF et adjoint de Rhode-Saint-Genèse ; Josy Dubié, sénateur Écolo. M. Marc Platel, journaliste flamand, ancien rédacteur en chef du journal *Het belang van Limburg*, s'est, lui aussi, désisté.

En finale de ce colloque

De fructueux dialogues se sont ensuite noués entre les orateurs et les participants. Après une allocution de clôture riche et amicale, M. Jacques Myard nous a conviés à une réception. Nous le remercions chaleureusement pour son accueil généreux.
Incontestablement plus personne, à l'étranger, n'ignore que la Belgique vacille. Va-t-elle se ressaisir ? Resserrer les rangs autour d'un noyau accepté de tous ? Ou laisser les peuples différents qui la composent prendre leur destin en main comme ils l'entendent ? En termes juridiques, cette liberté s'appelle **"le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"**.

Paul Durieux, Pierre Mélot

BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

Qui parle français?

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

La Francophonie offre sur cinq Continents une grande diversité linguistique et culturelle, compatible avec la connaissance commune du français. Il faut évidemment nuancer en fonction du niveau de capacité d'expression de chacun. Le dénombrement des francophones relève d'estimations provenant des questionnaires adressés officiellement aux services des chefs d'État et de gouvernement membres, ainsi qu'aux postes diplomatiques français dans le monde. En cas de difficulté à évaluer valablement, c'est l'abstention qui a été choisie, sans signifier pour autant qu'en l'espèce les francophones sont inexistants. Le croisement permanent de ces données de toutes provenances autorise des calculs fiables et l'ajustement périodique des conclusions. Il est utile de rappeler que le "Francophone" est capable de faire face, en français, aux situations de communication courante. Le "Francophone partiel" dispose d'une compétence réduite en français, lui permettant de répondre à un nombre limité de situations.

Cette étude se borne aux adhérents, à titre divers (membres, gouvernements participants, observateurs, associés), de l'Organisation internationale de la Francophonie. Il faut y ajouter le nombre important de francophones établis dans les pays ou les régions qui n'ont pas adhéré à l'OIF : Algérie (plusieurs millions), Israël (environ 500.000), USA et Nouvelle-Angleterre (400.000), Louisiane (300.000), Val d'Aoste (plusieurs dizaines de milliers) (*).

En Europe occidentale, la France frise les 100 % de francophones (98,8%), le Luxembourg 90%, Monaco 80%, la Belgique 42% outre 20% de francophones partiels, enfin la Suisse 21%. Le rappel de ces pourcentages n'est jamais inutile !
En Europe centrale et orientale la Roumanie compte 8% de francophones et 20% de francophones partiels sur près de 22,5 millions d'habitants. Les Polonais (38,5 millions) sont 3% à parler français, tous niveaux confondus. Contre toute attente, ce sont les Moldaves (4,3 millions) qui atteignent le meilleur pourcentage avec un total de 25% de francophones des deux niveaux, suivis de 10% de Bulgares et de Macédoniens.
Au Moyen-Orient, le Liban (3,6 millions) totalise 19% de francophones et 24% de partiels, alors que l'Égypte (70,5 millions) affiche respectivement 0,4% et 2,8%.

En Afrique du Nord, c'est en Tunisie (9,7 millions) que l'on relève le pourcentage le plus élevé (20% et 30%), suivi du Maroc (30 millions) avec 14% et 20%.

En Afrique subsaharienne, le Gabon (1,3 million) dénombre un total confondu de 80% de francophones, suivi par la Côte d'Ivoire, le Congo, le Cameroun et le Sénégal. On relève une augmentation du nombre de locuteurs en français dans les pays proches de l'Afrique de l'Ouest, tels le Cap-Vert et la Guinée équatoriale. L'importance des flux migratoires explique ce phénomène.
L'Asie n'offre qu'un très faible pourcentage, mais stable. L'anglais y poursuit sa pénétration, tandis que notre langue couvre souvent d'importants secteurs de l'enseignement ou des disciplines spécialisées, telle la médecine. Dans les trois anciennes colonies françaises (Cambodge, Laos et Viêtnam), les francophones oscillent entre 0,2 et 0,3% pour un total de 100 millions d'habitants.

En Amérique du Nord, le Québec l'emporte évidemment avec 83 % de francophones contre 30% pour le reste du Canada, qui compte en outre 6,5% de francophones partiels. La langue française apparaît en progression sensible dans la région d'Ottawa.

Quant à la Caraïbe, la Guadeloupe et la Martinique plafonnent à 80%, la Guyane à 73%; et Haïti à 8%.

Dans l'Océan Indien, les chiffres relevés à Madagascar (17 millions) sont respectivement de 5%, et de 15,5%. Mais Maurice (1,2 millions) domine en pourcentage avec 15 et 58%.

Sur les cinq dernières années, on peut conclure à une légère augmentation du nombre de francophones qui se situe autour de 115 millions dans le monde. En revanche, le nombre de francophones partiels fléchit modérément jusqu'à atteindre un total d'environ 60 millions.

Ces données conforteront la préparation optimiste du prochain Sommet de la Francophonie prévu à Québec, en 2008 ! Chez nous, combien de Wallons et de Bruxellois ont-ils conscience d'appartenir naturellement à la grande famille francophone ? Ses horizons, qui sont les nôtres, s'ouvrent sur de multiples ressources, qui ramènent à leur mesure les limites dérisoires d'une Belgique de plus en plus étrangère.

Source : La Francophonie dans le monde, 2004-2005. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie et du Haut Conseil.
(*) Il faut préciser que ni la Louisiane, ni le Val d'Aoste n'ont la compétence juridique requise pour bénéficier d'une reconnaissance auprès d'organismes internationaux. Il en va de même pour tous les États américains, les Régions italiennes, françaises, anglaises, espagnoles ou les Länder allemands.

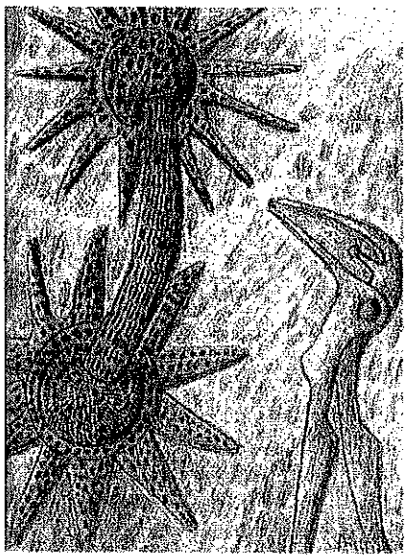
IN MEMORIAM

Nous déplorons la disparition inopinée de Monsieur André Martens. Bruxellois de naissance, devenu Liégeois de cœur, notre ami était dévoué corps et âme à la cause franco-wallonne.

Fidèle soutien de notre périodique *Wallonie-France,* il avait aussi rejoint, dès la première heure, la Nouvelle Wallonie Libre.

Ses nombreux amis garderont d'André un souvenir ému.

DES GOÛTS ET DES COULEURS



Œuvre d'Armand Simon — Collection M. Jacques Debacker.

Dans l'actualité culturelle montoise...

Edwine Fastrez-Levecq

On peut voir à Mons, en ce moment, deux expositions très intéressantes.

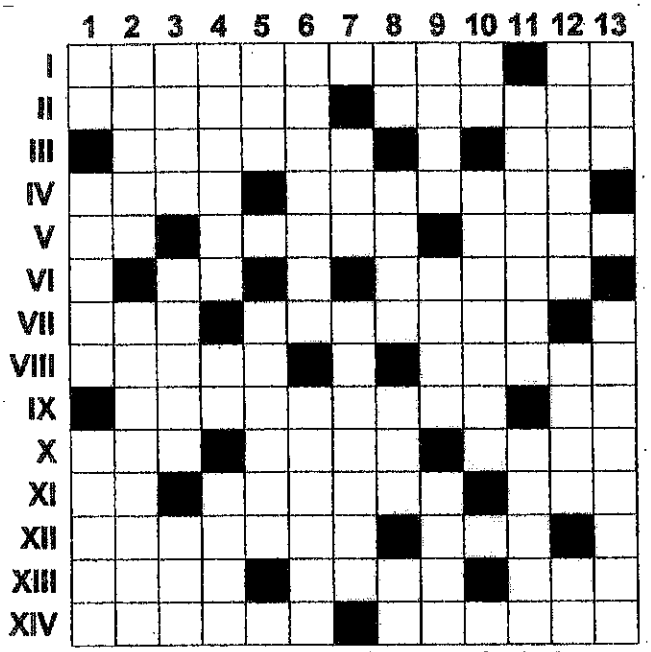
La première, *«Le Surréalisme en Belgique 1924-2000»*, est présentée au BAM, le musée des beaux-arts magnifiquement rénové. Il vaut à lui seul la visite. Son architecture audacieuse vous permettra de découvrir de son immense terrasse du 3e étage (que l'on atteint sans peine) une vue exceptionnelle sur la ville de Mons et ses superbes campaniles. Vous ne redescendrez pas complètement sur terre en vous plongeant, aux deux étages en dessous, dans le monde du «Surréalisme».
La seconde exposition «*Armand Simon 1906-1981 portrait d'un romancier noir*», se veut le prolongement de la première, dans le cadre singulier de la Grande Halle, toute pimpante, des anciens abattoirs, place de la Grande Pêcherie. L'occasion nous est donnée d'aborder ce courant philosophique et esthétique étrange qui s'est développé à Paris en 1924 autour du poète André Breton.
En Belgique, le mouvement a pris son essor dès 1926 grâce aux poètes Nougé, Scutenaire et Lecomte en relation étroite avec André Breton. Très tôt des peintres comme Magritte et Delvaux se sont associés aux poètes.
En Wallonie, en Hainaut et plus particulièrement dans la région Mons-La Louvière, le surréalisme fut comme partout une affaire d'amitié. En 1934, à Haine-Saint-Paul, se crée le groupe RUPTURE dont les fondateurs furent Achille Chavée, André Lorent, Albert Ludé et Marcel Parfondry. Ces mouvements sont nés du désenchantement de l'après guerre 14-18. Le monde est en plein chaos. Ceux qui ont cru aux progrès basés sur la science et la raison sont désemparés. Et puisque la Raison s'est révélée inefficace pour donner un sens à la vie, c'est à l'Inconscient qu'ils s'adresseront. Les travaux de Freud sur l'Inconscient viennent d'être publiés. En peinture, certains chercheront des procédés d'inspiration qui déroutent la pensée rationnelle et utiliseront collages, grattages et autres décalcomanies. D'autres, tels Magritte ou Delvaux, utiliseront une technique plus académique pour transmettre les images qui les fascinent.

Quant à Armand Simon, "le solitaire de Pâturages", Xavier Canonne, grand spécialiste de la question et par ailleurs commissaire de l'exposition, s'interroge encore. Est-il surréaliste sans le savoir comme Monsieur Jourdain faisait de la prose ? Certes, une longue amitié le lie à Achille Chavée et Fernand Dumont. Il a participé au groupe RUPTURE et au groupe surréaliste en Hainaut, mais il a refusé, jusqu'à la démission, les préoccupations politiques du mouvement surréaliste en Hainaut. Il est ancré dans son Borinage dont le peintre Magritte tenta de le déloger. Il vit au croisement d'un monde rural et industriel souvent en ébullition. Il est attaché viscéralement à son bois de Colfontaine "aux essences si rares" où il puise son inspiration. Mais ce qui bouleversa sa vie ce fut bien sûr la lecture des *Chants de Maldoror* découverts en 1923 qui fit *«d'un jeune écrivain hésitant un dessinateur qui conquit patiemment la pleine maîtrise de son art»*.

La première exposition au BAM (rue Neuve à Mons) fermera ses portes le 19.08.07 et la seconde à la Grande Halle (Place de la Grande Pêcherie à Mons) le 10.06.07.
Pour plus de renseignements, consultez le site internet : www.mons.be
ou le tél. 065/40 53 18.

«Il faut sauver nos bijoux de famille» — Ne vous méprenez pas ! Pour *La Libre* (29.03.07), il s'agit de sauver les 10 établissements scientifiques fédéraux (ESF) : les grands musées, la Bibliothèque royale, les Archives du Royaume, l'Institut du Patrimoine artistique, l'Observatoire royal et l'Institut royal de météorologie. Car, la menace de scission rôde *«dans l'indifférence du monde politique»*, déplore Guy Duplat, alarmé à la lecture d'une résolution récente du Parlement flamand. S'il faut scinder, comment le faire ? Réponse complexe ajouterons-nous. Faut-il laisser Pieter Bruegel à la Flandre et René Magritte à la Wallonie ? Soit, mais quid de Rogier Van der Weyden *alias* de La Pasture ? Est-il Picard, Brabançon, ou... Bourguignon ? Faut-il dédoubler les services de l'IRPA et ceux de l'IRM ? Et selon quels critères séparera-t-on les archives de l'ancien duché de Brabant ? Etc., etc. Il paraît qu'une résistance en commun s'organise. En attendant la suite, G. Duplat rappelle que le Jardin botanique de Meyse, régionalisé en 2001, a vu son personnel devenir flamand à 83%. Mais la voilà, la solution ! Flamandisons à 100% les personnels des ESF et ainsi, ils tomberont dans l'escarcelle de Mère Flandre. C'est aussi simple que cela. **J. L.**

Mots croisés / N°72.
Les impressionnistes



HORIZONTALEMENT: I. 1e mot du titre du tableau qui inspira leur nom — Paresseux. **II.** 2e mot du titre — 3e mot. **III.** Sœurettes — Comme plâtre. **IV.** Art et style en 1925 — Suzanne, mère d'Utrillo. **V.** Unit des membres — Tout à fait renversant — Genre d'Omar. **VI.** Un petit monsieur — Groupe de postimpressionnistes. **VII.** Doit être élevé pour l'ombre — Femme peintre post-impressionniste. **VIII.** Chambre haute — Éliminera. **IX.** Réexaminer — Éclat de rire de la Castafiore. **X.** Expression de montage filmé — Passé à la broche — Onomatopée de BD. **XI.** Étrier — Conclut la fable — La Boétie pour Montaigne. **XII.** Pouffai — A cours à l'Est. **XIII.** Globe — Lac d'Italie — Être en code. **XIV.** Bout du pis — Impressionniste.

VERTICALEMENT: 1. Nœud bourguignon — Impressionniste — "Père" des Impressionnistes. **2.** Auteur du tableau en 1 horizontal — Post-impressionniste. **3.** Fait la goutte qui fait déborder le vase — Impressionniste — Groupe terroriste. **4.** Impressionniste — Précède le radical dans l'idée d'un rapprochement — Fleur de l'oubli en mythologie (Wipéka). **5.** Un allemand — Alcool genre cholestérol. **6.** Impressionniste allemand — Impressionniste. **7.** Saint en botte — Prenais l'air. **8.** Encore lui, toujours lui ! — Type de Renaud — Blanc-bleu, mais pas belge — Être familier. **9.** Mont grec — Contre — Saint pour Roi distrait. **10.** Nanovolt ou SA en Flandre — Pré-impressionniste ou magistrat brûlé. **11.** Exècre — Peintre de l'école de Barbizon. **12.** Fruit exotique — Avait sa route — Petit mot qui grandit ceux qu'il précède. **13.** Grande firme américaine — Pré-impressioniste.

C. Baré

Francophonie, vaste programme
Petit jeu pour mieux nous connaitre

Rappelez-vous : le jeu paru dans le numéro précédent de *Wallonie-France* concluait sa série de cinq devinettes par une sixième : *«Les provinces se sont comprises, se sont aimées, toutes se sont senties solidaires»*. Le moment est venu de vous révéler son auteur... à moins que vous ne l'ayez découvert vous-mêmes. Il s'agit de l'historien et écrivain français Jules Michelet (1798-1874).

Voici une autre de ses réflexions — à méditer : *«Quelle est la première partie de la politique ? L'éducation. La seconde ? L'éducation. Et la troisième ? L'éducation.»*

S.M. Albert II a versé 185.000 euros à la Défense "nationale" afin de la dédommager pour l'enrichissement indu de S.A. le prince Laurent. Qui a réellement payé cette somme ? Devinez !

Et bien, nous tous, Flamands et Wallons (unis comme l'aiment le Roi et l'Empereur Elio) parce que cet argent provient tout bêtement de la liste civile.

Simple petit tour de passe-passe qui mérite des applaudissements !

«Tous les partis flamands sont dangereux quand on parle institutionnel...», a dit Mme Milquet qui a ajouté peu après qu'il fallait cesser de diaboliser M. Leterme au motif qu'il était «francophile». !

LA NOUVELLE WALLONIE LIBRE
N°8 — mai/juin 2007

ÉDITORIAL

HORIZON BARRÉ ?

Quand cette livraison de notre revue aura paru, nous serons à quelques semaines des élections fédérales. Je n'en attends rien de bon pour la Wallonie. Qu'importeront, en effet, les reclassements des partis traditionnels, tous demandeurs d'une Belgique unie, donc fantasmée, et dont la manière de ce qu'ils appellent gouverner se ressemble comme des gouttes d'eau. Une fois de plus, la Flandre va les obliger à se tortiller et c'est cela qu'il sera intéressant d'observer. Se décideront-ils enfin à la voir comme elle est et dans ce qu'elle veut ? Ils ont tellement intériorisé la défaite et la soumission qu'il faut du moral pour l'espérer. Leur ligne défensive ne leur laisse d'ailleurs guère de latitude d'action. En changeront-ils sous la pression des événements ? De loin en loin, quelques lueurs de clairvoyance redonnent un peu de tonus à l'optimisme. Dans *Le Soir* du 22 mars, M. Jules Gheude citait, avec un plaisir que nous partageons, ce propos de M. Reynders : *«Lorsque je reste, de 18 heures à minuit en séance avec les Flamands, en parlant néerlandais, les langues se délient. Le discours que j'entends est beaucoup plus dur que les commentaires des médias francophones.»*

Les médias francophones, parlons-en ! Depuis le célèbre docu-fiction de la RTBF, ils se sont précipités sur la vie flamande comme les lemmings dans la mer. Dans la mesure où ils font leur métier, ils rapportent une vérité de La Palice : les gens du Nord diffèrent d'avis avec les Wallons sur tous les grands sujets. Mais une sondagite d'hypnotisés (ou de faussaires ?) nous les montre communiant avec nous dans la belgitude. Le pompon revient là *ex-aequo* au *Soir* et au *Standaard* pour une enquête en duo d'où il ressort, en négation des faits électoraux, que plus de 90% des Flamands sont de bons Belges comme les gogos du Sud.

Horizon bouché donc ? Chargé, assurément, mais en train de s'éclaircir. La croissance économique revient. Elle demande à se muscler, mais elle dépassait récemment celle de la Flandre. On n'ose encore croire à la durée d'un si beau rythme, mais les augures sont bons. Le chômage, beaucoup trop élevé, certes, accuse une certaine décrue. Les comptes de la Sécurité sociale se redressent. Le nombre de nos berceaux augmente. Notre région redevient attractive pour les investissements étrangers. Nos PME et nos industries de pointe s'illustrent dans des performances, comme la contribution du siège carolorégien d'Alstom au magnifique record mondial de vitesse sur rail que vient d'établir la SNCF. Ne nous étourdissons pas dans l'euphorie, mais souvenons-nous de l'exemple québécois — et aussi du flamand : la certitude d'un bon avenir économique stimule la conscience nationale.

Ce qui est fondamentalement grave chez nous, c'est la *malgoverno* particratique — dont j'exclus la petite et unique exception du "plan Marshall". Toutes nos grandes formations politiques baignent dans l'europhilie néo-libérale qui ouvre nos portes et nos fenêtres aux bourrasques de la mondialisation. Les États-Unis, le Japon et la Chine se gardent bien d'imiter ce que "l'Europe" nous oblige à faire : ils protègent leurs marchés stratégiques, administrent leur monnaie et interviennent lourdement dans l'économie par la voie budgétaire. Est-il besoin d'ajouter qu'ils cultivent leur patriotisme quand "l'Europe" s'acharne à corroder ses identités nationales ?

Notre classe politique est responsable de cette erreur tentaculaire, sans distinction d'étiquette. Mais il en eut d'autres qui sont spécifiquement imputables au PS, et pas seulement parce qu'il est le premier de la Communauté française. Voyons les principales, non par compulsion de polémique électorale, mais parce qu'elles sont des facteurs de démoralisation collective, donc de disposition aux pires renoncements.

La sécurité est en débandade à tous les niveaux, les responsables n'essayent même plus de le nier. La prévention n'existe que dans les slogans. La police manque d'effectifs. La justice est débordée. Le système pénitentiaire est en crise. Le simple respect des normes s'estompe. Face à cette situation, dont le recteur Henri Janne observait dans son cours de sociologie à l'ULB, qu'elle ne saurait persister sans miner n'importe quel gouvernement, nos sociaux-démocrates sont d'une effrayante faiblesse. Ils se refusent d'en assembler les causes dans l'analyse, ce qui les obligerait notamment à creuser le problème explosif d'une immigration à laquelle ils s'évertuent à ouvrir les vannes sans contrôle sérieux de son intégrabilité dans notre société. Par un psittacisme hérité de leurs convictions anciennes, ils serinent dans l'abstrait que les coupables sont des victimes de la pauvreté, des discriminations, du pas-de-chance, etc., etc. La répression leur inspire une sainte horreur, avant même qu'elle ne soit réellement pratiquée : la perpétuité dure en général 10 ans, les peines inférieures à un an ne sont pas exécutées, l'impunité des mineurs encourage des multirécidivistes, la moitié des amendes ne sont pas payées et, dans certaines provinces, on n'applique plus les peines d'intérêt général. Préside à ce désastre la calamiteuse Mme Onkelinx, incapable de prévoir et de gérer, et qui continue à jouer les petites femmes affrontées à un monde d'hommes, bien au delà de l'âge du rôle.

Nos sociaux-démocrates assimilent avec horreur le sens de l'identité nationale à une dérive. Que ne prennent-il exemple sur Mme Royal ! Il est vrai que la France, c'est bien autre chose que leur chère Belgique. Ainsi sont-ils peu soucieux de culture française, au point d'en avoir donné le portefeuille à Mme Laanan qui s'y connaît comme un Papou en maillots de bain. Sans qu'un administrateur ne bronche, la RTBF, non contente de nous saturer de chansons américaines (même pour introduire des sujets relatifs au >>>

Québec... ou à la Wallonie), vient d'en lancer une pour le concours d'eurovision. C'est la première fois. Certes, le dit-concours est au degré zéro de la culture (y affecter des deniers du budget culturel est déjà blâmable en soi), mais cela dénote pour le coup une véritable dérive vers l'auto-dénigrement de ce que nous sommes.

Dans un registre connexe, on trouve les réformes de Mme Arena dans l'enseignement (la parité en faveur de la gent féminine n'a pas encore trouvé parmi les sociales-démocrates les personnalités qu'elle mériterait ; il est vrai que du côté des mâles...). Elle a, comme les plus abrutis de ses camarades, la phobie de ce quelle nomme "l'élitisme", comme si le peuple n'avait pas le droit d'accès aux trésors de la connaissance. De quoi faire se retourner dans leur tombe les parfaits humanistes que furent Jaurès, Vandervelde, Destrée et bien d'autres grands ancêtres du socialisme, au temps où ce mot avait un sens. Néo-libérale sans le savoir, elle s'attache à formater les jeunes selon les exigences d'embauche d'un patronat aveugle aux conséquences de ce qu'il souhaite. Surtout qu'on ne les torture plus avec des exercices de mémoire et d'abstraction ! Seulement, rendus peu adaptables aux changements, n'ayant appris ni à s'informer, ni à se donner du champ dans la réflexion sur le passé et sur l'avenir, rivés à des écrans qui, de la fonction d'auxiliaires, sont promus à la dignité de maîtres, ils seront bons pour la casse sociale après au mieux vingt ans de carrière. Ah si ! on leur aura injecté du néerlandais à forte dose, comme le veulent M. Di Rupo et son ami M. Albert Deux. C'est comme cela qu'en télépathie avec les Flamands, on fera la nation belge. Raté encore ! les Flamands n'en sont plus là. Qu'il connaisse leur langue ou pas, le Wallon est pour eux un fêtard invétéré et un pique-assiette, inapte aux durs labeurs de qui s'attache à progresser dans la vie. Échec beaucoup plus grave, on sort du lycée en maîtrisant mal le français (les universités s'en plaignent assez) et en ignorant les grandes langues du monde.

Est-il permis enfin, sans passer pour un adepte de l'évêque Léonard, de rester perplexe devant la quasi-réduction du divorce à une simple formalité ? Était-il humain, au-delà des garanties d'égard à la partie souffrant d'offenses ou de brutalités, de dévaloriser tant le mariage, à une époque où le concubinage largement entré dans les mœurs fournit toute liberté à qui ne veut point trop serrer ses liens ? Le déboussolement d'enfants issus d'unions rompues commence à devenir un problème de société — le cas américain aurait dû nous en avertir. Ce problème est complexe et il serait ridicule de le traiter avec simplisme. Mais pour reprendre confiance en eux, les Wallons ont besoin de retrouver des structures stables. Je ne suis pas sûr qu'on les aide en donnant des primes aux sautes d'humeur et aux caprices affectifs.

Tout ceci pour dire que le Système ne videra pas les étriers dans une joute politique classique. Pour l'abattre, la contestation patriotique devra se forger une stratégie englobant tous les grands soucis de notre collectivité. Les gens ne sont pas idiots, ils n'espèrent pas de panacée miraculeuse et bien peu croient au sauveur suprême. D'être compris et de s'entendre proposer ce qui peut être accompli avec bon sens suffirait à beaucoup. Assez pour sortir du bourbier.

Jacques Rogissart

LE COIN DU GÉOPOLITICIEN

MONSIEUR CHIRAC VA S'EN ALLER

Il n'y avait d'ailleurs pas grand monde pour en douter. Comment rester poli en parlant de son bilan ? Il laissera surtout le souvenir de ses volte-face et de ses promesses non tenues. Disciple avoué du trouble Mitterrand, il n'en avait ni l'art, ni le coup d'œil tactique dans la duplicité. Comme lui, il aura défendu avec constance une Europe de plus en plus néo-libérale, à rebours des idées sociales qui avaient probablement sa préférence. Désavoué par le peuple, au référendum de 2005, il s'accrocha au pouvoir comme si rien ne s'était passé. À part cela, il faut reconnaître qu'il ne soutint pas mal le rang de la France dans quelques-unes des grandes affaires du monde. Et nous savons qu'il gardait un œil bienveillant sur la Wallonie : que cela, au moins, lui soit compté !

LES 50 ANS DU TRAITÉ DE ROME ont été fêtés le 25 mars, surtout à Berlin sous la présidence allemande de l'Union européenne. Les spectacles gratuits de variété ont fait recette, comme ceux du 21 juillet à Bruxelles. Mais ailleurs, le manque évident d'adhésion populaire a été relevé par nombre d'observateurs. C'est que l'Europe de 2007 n'est plus du tout celle de 1957 où l'intérêt général équilibrait la libéralisation des marchés. De décennie en décennie, mais de plus en plus vite, à partir de la déferlante des idées thatchero-reaganiennes des années 1980, elle est devenue néolibérale et mondialiste. Elle pratique le credo libre-échangiste avec des partenaires américains et asiatiques qui ont, eux, la sagesse de protéger leurs chasses gardées et de maintenir leur monnaie sous contrôle politique.

Après avoir fermé les mines et saigné la sidérurgie, elle ne sauvegarde un peu l'agriculture, stratégiquement vitale, que parce que la France s'oppose à sa destruction. L'ouverture des marchés procure des bénéfices, mais depuis une vingtaine d'années, ils sont peu distribués ou investis chez nous. La financiarisation croissante de l'économie et la pression trop forte de la concurrence (concept clé de la Commission européenne) amènent les entrepreneurs à chercher des placements plus rémunérateurs là où ils se trouvent. L'emploi vacille, malgré les sacrifices que consentent les personnels sous la contrainte, notamment de leur mise en compétition avec la main-d'œuvre sous-payée d'Asie et d'Afrique, en attendant l'Amérique latine. Les délocalisations sont devenues un fléau de la vie sociale. Les services publics se contractent ou se disloquent dans l'étau des réglementations eurocratiques. Au nom du grand marché mondial, on exige toujours plus de "flexibilité" et toujours moins de Sécurité sociale. Les entreprises qui ne se plient pas aux prescriptions de la "gouvernance" à l'américaine sont en grand danger de perdre leurs actionnaires. Le coût de la vie augmente ? Les europhiles soutiennent que ce n'est pas la faute de l'euro. Même si c'était vrai, le fait est qu'ils avaient promis la prospérité avec la monnaie nouvelle et que la paupérisation s'étend en Europe alors qu'elle régresse dans le Tiers-Monde.

Comment l'euroscepticisme, voire l'europhobie, ne >>>

progresseraient-il pas? Là où l'on veut bien les consulter, les peuples disent non ou, comme au Luxembourg ou en Irlande, de moins en moins oui. Si l'Espagne reste europhilique, c'est qu'elle vient de beaucoup plus bas que le "noyau dur" et que des aides massives l'ont rapprochée de la moyenne communautaire. Quant à la Wallonie, on serait curieux du résultat d'un (improbable) référendum.
La chancelière allemande a fait accepter par ses partenaires une "déclaration de Berlin" qui les engage à réviser (on devine dans quel sens) la mécanique institutionnelle de l'Union avant les élections européennes de 2009. Signe des temps : elle a dû se contenter d'un assentiment verbal, sans autre signature que celles des présidents du Conseil, de la Commission et du Parlement, ne pas écrire le mot "traité" et éviter les sujets qui fâchent. Et déjà les chefs d'État polonais et tchèque ont pris leurs distances.
La construction européenne est un bel idéal, mais il faut la reprendre sur de nouvelles bases et, pour commencer, respecter les identités nationales dans les faits et pas seulement dans les mots. La nation est le plus sûr refuge de la démocratie et de la solidarité sociale contre les forces aveugles de la mondialisation. Si l'Europe joint un jour sa protection aux siennes, elle retrouvera une légitimité populaire. Sinon, elle ira, inévitablement, de pannes en crises.

■ **LES ÉLECTIONS AU QUÉBEC** ont marqué un fort recul du parti québécois, affaibli par une défection d'une partie de son aile gauche et surtout par la concurrence d'une formation jusqu'ici marginale : Action Québec démocratique très autonomiste mais pas séparatiste. Il était très desservi également par la personnalité clownesque de son président Alain Boisclair qui n'est, par ailleurs, pas très clair sur la question de l'indépendance.
Leçon : les souverainistes ont surtout perdu parce qu'ils ne répondaient plus aux grands problèmes de la société, se contentant de slogans là où il aurait fallu des explications consistantes. N'oublions jamais qu'un combat national doit se lier étroitement aux besoins de son peuple.
Consolation : les "fédérastes" libéraux du Premier ministre libéral Charest ont fortement reculé et ne peuvent plus former qu'un gouvernement minoritaire. Puissent ses amis indépendantistes mettre l'intérim à profit pour rajuster leur tir!

LA CONJONCTURE POLITIQUE

■ **LE GROUPE PAVIA** qui assemble 17 pique-lune du monde universitaire vient de proposer l'élection du dixième des députés par un vote à l'échelle de toute la Belgique. Sur les 15 concernés, 9 seraient flamands et 6 francophones. On ne voit donc pas en quoi cela changerait le rapport des forces entre les deux Communautés. Mais on voit bien ce que le belgicanisme y gagnerait malgré les démentis des auteurs du projet. Prisonniers de leur désunion, les dirigeants francophones ont donné un coup de chapeau à ces délirants, tout en admettant que leur idée se heurte à de puissantes réalités? De fait !
On accordera un peu plus d'importance aux projections intellectuelles du théoricien de la Belgique résiduelle, entendez par là une fédération wallo-bruxelloise édifiée sur les décombres de l'État belge. Non que la formule soit idéale (elle est entachée, dans le chef de la plupart de ses acteurs, du regret belgicain et surtout d'une conception très bruxelloise des choses, qui méconnaît les réalités et la sensibilité wallonnes). Mais il faut se préparer à sa concrétisation, au moins dans un premier temps, surtout si la France s'y résigne. Aux fins d'une réflexion critique, lisons donc avec attention le texte produit par deux fossiles de la politique du Système, Mme Antoinette Spaak (FDF) et M. Serge Moureaux (PS). Après tout, ils ont la lucidité d'annoncer que les temps de la *België* seront bientôt révolus...
Si d'ailleurs on en doute, il y aurait intérêt à prendre connaissance du Manifeste, dit de printemps, que viennent de publier une centaine de personnalités flamandes. Sans être aussi clairement séparatiste que celui du groupe *In de Warande*, ce manifeste va si loin dans le confédéralisme que c'est tout comme. Les signataires ont la délicatesse de s'adresser aux Wallons pour les convaincre qu'une telle issue leur serait aussi favorable qu'aux Flamands. Nous en sommes pleinement d'accord !

■ **QUE PENSENT LES FLAMANDS DE NOUS ?** Pas grand chose de bien. La RTBF nous en a donné une nouvelle preuve dans son émission du 28 février intitulée *"Flamands et francophones s'entendront-ils jamais ?"* qui a fait oublier bon nombre de ses divagations noires-jaunes-rouges. On ne questionnait pas des militants du *Vlaams Belang*, de la *NVA* ou de *Spirit*, mais des gens ordinaires, ne s'intéressant pas plus que cela à la politique. La Wallonie ? D'abord, ils s'en foutent, ils ne sont plus sur la même planète. Et quand on les pressait un peu, ils sortaient des clichés méprisants, parfois au bord du racisme, sur ses habitants. Comment est-il possible que tant de nos politiciens croient encore qu'il y ait une nation belge ?
Les émissions suivantes, *"Que veulent les Flamands?"* mettent à peine un bémol. On a trouvé quelques chanteurs de variété qui proclament haut leur belgitude. Des hommes et des femmes politiques qui se disent opposés au séparatisme... mais pas à une évolution institutionnelle sans autre fin prévisible que la séparation d'à peu près tout. Autrement dit une Belgique en coma prolongé, de plus en plus conforme à ce que veulent vraiment les Flamands.
La propagande belgeoise essaie malgré tout d'effacer cette mauvaise impression de la conscience des Wallons. Un sondage de *La Libre* qui a fait un certain bruit laissait entendre que la gent thioise est plus attachée à la *België* qu'on ne pourrait (à bon droit) le penser. Deux mille questionnaires l'avaient passée au scanner tricolore, ce qui n'est pas mal. Euh, oui, mais... la moitié est restée sans réponse et l'on s'est aperçu que bon nombre des démarchés l'avaient été en français ! Sans compter quelques autre biais...
Il faut dire que M. Leterme aide à nous désinformer et le calcul l'y incite plus que le bon naturel. Toujours dans *La Libre*, il affirmait, le 21 mars, vouloir nous aider à sortir de la misère. Certes, son ton était celui d'un mépris à peine dissimulé, mais il se sera trouvé des gogos pour ne retenir que l'intention... exprimée à notre usage, car il parle de nous bien différemment à ses compatriotes. Cinq jours plus tôt, dans *Le Soir*, il proclamait sa volonté de consolider la Belgique, mais une Belgique à peine plus résiduelle que celle des politiciens francophones presque résignés à la scission. Son alliance avec le *NVA* ? C'est pour «*enrayer l'avance du Vlaams Belang*»... en butinant dans son programme. Réformer la monarchie ? Non, mais il faut couper dans ses dotations. >>>

Au fond, on lit facilement entre les lignes.
Et puis, voici le clou : le grrrand sondage du *Soir* et du *Standaard*, 98% des francophones et 93% des Flamands sont pour le maintien de la Belgique ! Curieux, car ce résultat stalinien ne fait aucun cas du choix clairement séparatiste de nombreux électeurs flamands. Mystère, comme le dit malicieusement Pierre Bouillon (*Le Soir, 24.03.07) ; «C'est connu : les sondages ont raison. Ce sont les électeurs qui se trompent».*

M. DI RUPO N'A CURE DE TOUT CELA. Interpellé le 6 mars au Parlement wallon, par M. Van Cauwenberghe, (qui préfère reparler du communautaire que des affaires qui ont ruiné sa réputation, on le comprend), il a concédé aux députés régionaux le droit de s'occuper tant qu'ils veulent du dossier institutionnel. Son gouvernement, lui, n'y touchera en aucun cas, par souci de pacification communautaire. Cela rappelle le célèbre frigo de feu Vanden Boeynants.

LA VIGNETTE AUTOROUTIÈRE ? Pschitt, comme dirait M. Chirac. Après avoir entendu les représentations du Premier ministre néerlandais Balkenende, M. Leterme a enterré le projet. Sans consulter ses collègues de Bruxelles et de Wallonie, alors qu'il y avait en la matière un accord de coopération entre les trois Régions. Le gouvernement wallon, qui en attentait une recette bienvenue, n'est pas content. Cela lui apprendra à se fier à ses amis "néerlandophones". Il digérera l'affront, il en a maintenant l'habitude.

Notez que M. Leterme n'a pas tort : la Commission européenne aurait flingué la formule qui ménageait les Belges en taxant les étrangers. M. Di Rupo et ses sbires en seront-ils moins europhiles ? N'y comptons pas.

DE GAUCHE ET DE DROITE

M. MAINGAIN, président du FDF est belgicain par souci alimentaire, on le sait depuis longtemps. Mais jusqu'à présent, il n'avait pas osé avouer son unitarisme refoulé. C'est chose faite, à lire son périodique *Perspectives francophones*, rendant compte de ses déclarations à *La Libre-Match* (15 janvier -15 février). On y lit avec un certain étonnement : «l'histoire des réformes institutionnelles correspond à celle d'un affaiblissement de la position des Francophones dans l'État belge. Il faut oser (sic) y mettre fin». Ainsi, Bruxelles et la Wallonie s'affaibliraient en devenant plus autonomes ? En se privant des secours flamands peut-être ?
Le monsieur va encore plus loin dans son empressement à plaire à ses maîtres. Il préconise un fédéralisme personnel et non plus territorial.
S'il se bornait pour cela à la périphérie bruxelloise, ce serait tactiquement maladroit (on renoncerait à élargir la Région-capitale), mais on pourrait comprendre. Hélas, non ! il englobe dans son système les Flamands de Wallonie, compensation pour les droits qui seraient donnés aux francophones de Flandre. Ainsi tout le royaume deviendrait un Grand Bruxelles-Brussel avec bilinguisme et "faciliteiten". Ça est une fois un bon plan ! C'est en tout cas typique de l'unitarisme de certains Bruxellois qui, sous prétexte de défendre leur ville, demandent aux Wallons d'ajourner leur libération.

AU SECOURS, MICHEL REVIENT ! L'ancien ministre des Affaires qui lui étaient très étrangères (cf. ses commentaires gaffeurs sur la politique de l'Italie, de l'Autriche et des États-Unis), le pacificateur imaginaire du Congo et de la Somalie, s'est mis en congé de la Commission européenne pour revenir nous affliger de sa candidature au Sénat. Avec un programme alléchant : «solidifier la Belgique, travail d'Hercule qu'il se juge modestement capable d'accomplir parmi peu d'autres. Et une ambition bêtement affichée : devenir Premier ministre. Il a nommé "comme conseiller spécial" (!) un des grands brasseurs d'affaires belgicains, M. Étienne Davignon, homme de forte mais discrète influence dans le régime et membre du redoutable club de Bildenberg, une des principales officines mondiales du néolibéralisme. Et alors ? Eh bien, le prénommé est aussi très actif dans le groupe Suez qui a de gros investissements en Afrique. Conflit d'intérêt en vue ? M. Michel le nie, mais ne démontre rien. Ce ne semble pas être l'opinion du Financial Times qui n'est ni l'organe officieux du Mouvement wallon, ni un agent de la lutte des classes !

IN MEMORIAM

Nous apprenons avec un grand chagrin le décès du patriote André DERYCKE, valeureux ancien combattant (décoré à titre militaire) et militant fidèle de notre mouvement. Il fut un des premiers à nous rejoindre dans la Nouvelle Wallonie Libre.
Nous présentons nos condoléances émues à son épouse et à ses descendants

*
* *

Nous devons un instant de recueillement à la mémoire d'André DAMSEAUX, premier président de l'Exécutif régional wallon et ancien maire de Verviers. Notre mouvement put toujours compter sur son aide pour ses activités dans cette ville et en toute autre circonstance où nous fîmes appel à lui.

N'oubliez pas de renouveler votre abonnement en versant 22 euros au compte n° 068-2271983-76 de *Wallonie-France*, 4130 Tilff, avec la mention "Nouvelle Wallonie Libre".

Il vous donne droit aussi à la revue *Wallonie-France*.

La Nouvelle Wallonie Libre a été créée en 2006. C'est tout simplement Wallonie Libre qui continue dans sa tradition authentique de résistance et de rejet des compromissions avec les ennemis de la cause wallonne.

SOUTENEZ-LA ET FAITES-LA CONNAÎTRE ! NOUS TENONS DES EXEMPLAIRES DU PÉRIODIQUE À VOTRE DISPOSITION.

Chine-USA

La guerre aura-t-elle lieu ?

par Guy Spitaels (*)

L'improbable équilibre (*), *La Troisième insurrection islamiste* (2), *Chine-USA...*, trois livres de haute maîtrise en géopolitique pour tous ceux qui s'intéressent aux grands problèmes de la planète et qui ne se contentent pas de la lecture — nécessaire évidemment — des journaux. Trois livres aussi qui devraient aviver le regret des Wallons de n'avoir plus à la barre de leur Région un véritable stratège d'État qui n'aurait jamais consenti à leur abaissement d'aujourd'hui.

Le personnage central de ce troisième ouvrage, c'est la Chine dont le monde vient seulement de mesurer l'ascension foudroyante vers le firmament des superpuissances. Pour en prendre les mesures, Spitaels ne s'est pas contenté de dépouiller l'impressionnante littérature mentionnée dans sa bibliographie, il a été la voir sur place, il a arpenté ses voisins, il a eu partout des entretiens à haut niveau, il a puisé à des sources méconnues ou peu exploitées par les autres essayistes.

Comment ne pas partager son admiration devant la croissance d'un colosse devenu la quatrième puissance économique mondiale, la concurrente redoutable des producteurs les plus modernes du globe, la débitrice d'une force militaire de plus en plus impressionnante, capable maintenant de se déployer avec brio dans la dimension spatiale ? Ses projections de commerce et d'influence ne se limitent plus à l'Extrême-Orient. Elle est littéralement partout par ses achats et ses ventes, avec les percées politiques qui les accompagnent souvent : le livre abonde, à cet égard, en données statistiques et factuelles. N'est-elle pas devenue, ce qui eût été incroyable il y a encore vingt ans, le principal contributeur étranger aux finances fédérales américaines ? Pour ma part, j'observerais qu'elle a l'intelligence de faire ce dont l'eurocratie détourne stupidement les Européens : du protectionnisme sélectif, une administration solide de sa monnaie et une planification très directive des investissements et de la recherche. Avec aussi quelque chose de beaucoup moins honorable : une marée de plagiats et de contrefaçons que le régime ne réprouve que du bout des lèvres.

Spitaels, et voilà la patte du maître, dégage de l'histoire et de l'actualité les "fondamentaux" de la géopolitique chinoise. Sa dictature a réussi à expurger les poisons du maoïsme en sauvegardant la cohésion du pays, contrairement à l'URSS de Gorbatchev. Elle rencontre cependant d'autres puissances sur les axes de son expansion : le Japon, son vieux rival, la Russie qui a repris vigueur sous Poutine et, cela va sans dire, Les États-Unis qui ont sur elle un regard ambigu : ils perçoivent en elle un danger pour leur hégémonie, mais ils se sont laissé lier à elle par des liens économiques et financiers forts et apprécient son soutien à la lutte contre l'islamisme. Il y a aussi les confins. Eux aussi en croissance économique rapide, les États de l'ASEAN exercent sur elle une attraction et subissent la sienne, tout en s'inquiétant parfois de son aptitude à leur rafler des marchés. Le Vietnam n'a aucune envie de retomber sous la vassalité qui fut souvent la sienne aux grandes époques de l'Empire du Milieu. De même la Corée du Nord, alliée indocile (il faut lire l'anecdote ramenée par l'auteur, d'un musée de Pyongyang) mais dont le régime survit largement par le soutien chinois. Voici encore les territoires réintégrés dans la patrie chinoise : le Tibet, vis-à-vis duquel Spitaels nous met à juste titre en garde contre les mythes diffusés par le dalaï lama ; Hongkong qui doit à son rôle financier d'avoir été soustrait au communisme et dont il sera intéressant de suivre l'expérience relativement démocratique, et le minuscule Macao qui développe, lui aussi, une vocation bancaire.

Et puis, il y a Taïwan, séparée de la Chine depuis 1895, sauf pendant la courte parenthèse de 1945-1949. L'indépendantisme d'une partie importante de sa population est un réel danger de guerre. Pékin peut patienter vis-à-vis des espoirs, de plus en plus ténus, des héritiers de Chiang Kai-shek, de reconquérir le continent, mais ne supporterait pas une sécession déclarée. On voit donc les dirigeants communistes former des vœux pour les succès électoraux du Kouo-min-tang, dont les émissaires reçoivent grand accueil chez eux. Mao doit s'en retourner dans son mausolée ! En revanche, leur ton est des plus menaçants pour les séparatistes insulaires. Conscients du risque d'explosion, les États-Unis s'emploient à modérer ceux-ci.

Spitaels analyse avec finesse le vaste système international dans lequel se meut la Chine. Équipement et répartition des effectifs militaires, mouvements de capitaux, litiges territoriaux, accords commerciaux, affrontements et connivences diplomatiques, tout lui sert pour assembler l'énorme jeu de patience où apparaît, petit à petit, ce qui pourrait bien être notre avenir à nous aussi. Ayant eu à m'occuper récemment de l'Asie centrale, j'attire l'attention du lecteur sur des passages qu'il lui consacre, non qu'ils soient les plus importants de l'ouvrage, mais parce qu'ils éclairent un pan trop ignoré chez nous de la scène mondiale.

Alors la conclusion ? Elle est modeste et raisonnable. La Chine s'intègre de plus en plus dans le "système-monde". Les indices économiques le montrent à l'évidence. Cela promet d'âpres compétitions — celle pour l'acquisition des matières premières prend déjà ses contours. Les États-Unis ne sont pas heureux de se frotter à elle sur les marchés. Mais ils ne peuvent plus régner seuls sur le monde — leurs déboires en Irak le leur rappellent. Spitaels leur prédit un "déclin progressif". J'aurais plutôt dit qu'ils auront l'obligation de partager beaucoup plus qu'aujourd'hui leurs responsabilités dans les cinq continents. Mais je suis d'accord avec lui pour estimer qu'une guerre sino-américaine est improbable. Restons quand même attentifs. Spitaels cite Flaubert à bon escient : la sottise consiste à vouloir conclure.

Oserais-je ajouter qu'il ne serait pas Spitaels s'il était moins prudent ?

J. Rogissart

(*) Éd. Luc Pire.
(1) éd. Fayard.

Wallonie, le combat de 2007

par Jean-Claude Van Cauwenberghe

Ce livre récent de J.-C. Van Cauwenberghe, publié aux éditions Labor, est remarquable à plus d'un égard. Tout d'abord, à l'instar de ce qui s'écrit dans les colonnes de cette revue depuis des mois, il souligne qu'il est absolument vain de vouloir opposer «les vrais problèmes» aux réformes institutionnelles sur lesquelles, comme l'on sait, les partis francophones « ne sont pas demandeurs». En Wallonie et plus largement dans toute la Belgique, la solution des «vrais problèmes» est inséparable des institutions. En veut-on un exemple?

L'enseignement vient en premier lieu à l'esprit. Il est classé de manière défavorable sur le plan européen par des organisations internationales (enquête PISA), alors que la Flandre, de son côté, se situe dans une tranche optimale. Et il en va de même pour l'emploi. Peut-on s'en étonner? Tandis que l'emploi demeure de la compétence des autorités fédérales, certains secteurs économiques relèvent de la Région wallonne, tandis que l'enseignement dépend de la Communauté française. Comment, dans de pareilles conditions, l'enseignement pourrait-il être adapté à l'emploi et conduit de manière cohérente en fonction d'une politique économique suivie?

Comment d'autre part, la Wallonie pourrait-elle acquérir une visibilité sur le plan international, alors qu'elle ne maîtrise pas un des premiers éléments d'identité personnelle, c'est-à-dire l'enseignement? L'on ne peut espérer améliorer la situation globale de la Wallonie et donc le niveau de vie des citoyens sans réforme institutionnelle préalable.

C'est ici que J.-C. Van Cauwenberghe s'engage sur le terrain favori des régionalistes qui consiste, sinon à supprimer la Communauté française, tout au moins à transférer une partie importante de ses pouvoirs à la Région wallonne. Je suis tenté de le suivre, à supposer que cette optique ne soit pas déjà dépassée et qu'il ne faille pas d'emblée envisager des mesures beaucoup plus radicales. En tout cas, je le rejoins pleinement lorsqu'il s'oppose, en cas d'éclatement de la Belgique, à la constitution d'une Belgique en réduction, d'un État unitaire et unilingue, réduit à la Wallonie et à Bruxelles, avec Bruxelles comme capitale, le roi comme chef d'État, bref à la Belgique de 1830 sans la Flandre.

Par contre, je m'éloigne de sa conclusion lorsqu'il examine, non sans courage, les scénarios possibles en cas d'éclatement de la Belgique. Il accorde dans cette perspective ses faveurs à une Fédération Wallonie-Bruxelles composée de deux régions, l'une et l'autre de langue française, dotée d'un régime spécial pour les Flamands de Bruxelles et les germanophones de Wallonie. Je ne crois pas du tout ce scénario viable pour des raisons budgétaires, sociales et économiques. Bruxelles, privé des transferts venus de Flandre, représenterait sur le plan social pour la Wallonie une charge d'autant plus écrasante que la Wallonie ne serait pas en mesure de supporter seule ses propres charges, à moins d'une réduction drastique de ses prestations sociales.
En fait il n'existe concrètement sur le plan politique que deux solutions envisageables : la première est de faire de la Belgique une confédération dans le sens des revendications flamandes, sans changement pour ce qui concerne la capitale, la seconde est le divorce pur et simple entre Flandre et Wallonie avec le rattachement de celle-ci à la France. J.-C. Van Cauwenberghe souligne avec raison que le sort de Bruxelles dépendrait, en cas de séparation, du choix démocratique des Bruxellois eux-mêmes.

Pour ce qui est de l'année 2007 à laquelle fait référence le titre de l'ouvrage, je ne suis pas sûr du tout qu'après les élections législatives, un gouvernement sera formé avec un programme de réformes institutionnelles. Je pense plutôt qu'il n'y aura pas de gouvernement aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'accord entre les trois Régions sur une réforme des institutions, et donc que l'actuel gouvernement pourrait rester longtemps encore en place. D'ici là un nouveau président de la République aura été élu en France et l'on pourra, espérons-le, entamer les négociations destinées, selon l'expression de Paul-Henry Gendebien, à réunifier la France, comme on a réunifié l'Allemagne.

René Swennen

Selon *Belga*, l'agence pour le Commerce extérieur a versé, pour 2005 et 2006, un total de 792,82 euros au prince Philippe. Cette modique somme n'est que le juste remboursement de ses "frais réels" (*sic*) consentis lors de ses missions économiques à l'étranger. Ces précisions nous ont été apportées par Mme Fientje Moerman, ministre flamande du Commerce extérieur. Elle répondait à l'indiscrète question d'un député du *Vlaams Belang*.
Avouons humblement à la suite de *La Libre* (25.02.07) qu'à ce prix-là, *«le prince Philippe "coûte" très peu»*.
Mille grâces, Monseigneur !

DOSSIER FRANCE

Après s'être intéressé aux principaux candidats à l'élection présidentielle, Wallonie-France vous propose le compte rendu de quelques ouvrages récents qui témoignent de la vitalité de la pensée politique française. À nos lecteurs d'apporter leur grain de sel !

L'avenir d'une exception

par Hakim El Karoui (*)

D'emblée, l'auteur, agrégé de géographie, entend préciser qu'il est le produit d'une double culture : musulmane et tunisienne, française et protestante. Dans les années '90, ses fonctions à la Commission européenne lui avaient fait apprécier la volonté ambiante de créer une Europe unie, contraste saisissant avec *«le fatalisme millénariste»* qu'il avait connu au Caire, ville en ébullition sociale permanente mais où tous, *«gouvernants et Frères musulmans n'avaient qu'un objectif : éviter la remise en question des dogmes sur lesquels ils prospéraient.»* Puis, devenu "plume" de Jean-Pierre Raffarin, deux chocs l'ébranlèrent : la présence de Le Pen au second tour le 21 avril 2002 et le "non" français au projet de constitution européenne le 29 mai 2005 !

Oui, il y a bien une crise française parce que les Français, égalitaristes de cœur, se heurtent à un monde de plus en plus atteint par l'inégalité économique, sociale et géopolitique. *«Savoir si les Français ont raison de refuser l'inégalité qu'on leur présente comme acceptable dépasse de loin le cadre des frontières nationales. Parce que le monde a besoin de l'égalité pour organiser les changements qui se dessinent : la fragmentation interne des sociétés occidentales, la montée en puissance des grands pays émergents, la crise de l'islam, le déclin programmé de l'hyperpuissance américaine. Parce que l'Europe, en reniant ses origines protectionnistes au nom de l'efficacité du libre-échange inégalitaire, a perdu toute ambition politique»*, ambition pourtant nécessaire si le Vieux Continent veut *«ramener la croissance et contribuer à la stabilité internationale.»* C'est bien là l'enjeu majeur.

«La 3e mondialisation ne sera pas occidentale» parce que l'Europe et les États-Unis ne sont plus les acteurs principaux. El Karoui suit ici la thèse d'Emmanuel Todd pour lequel les révolutions — l'anglaise en 1688, la française en 1789 et la russe en 1917 — furent des phénomènes politiques précédant et expliquant les transformations économiques. On retrouve les mêmes causes dans les sociétés actuellement en voie d'évolution, telles les sociétés arabo-musulmanes ou la chinoise au prix de crises internes souvent violentes. Car la modernité ne signifie pas occidentalisation (cf. le Japon aux traditions bien vivaces) ou encore l'islam qui *«invente sa modernité contre l'Occident»*, l'ancien colonisateur vu comme l'ennemi de ses valeurs religieuses. El Karoui reste toutefois optimiste à moyen terme, car la sortie de crise des pays musulmans les plus avancés est proche (la Turquie devenue partiellement laïque ou l'Iran, grand foyer de vitalité intellectuelle).

Mais bien sûr, les acteurs majeurs sont ailleurs. C'est, à titre d'exemple, la Chine qui, chose oubliée, fut *«pendant dix-huit siècles la première puissance économique mondiale»*, et qui revient en force au prix d'une "fracture sociale" ravageuse, d'une corruption importante et d'une gestion parfois douteuse des capitaux ! Ce "grand bond en avant" peut impliquer des retombées économiques intéressantes pour l'Europe (la voiture propre ou la fourniture de nourriture), mais constitue déjà une concurrence industrielle redoutable.
Autre menace, le renforcement constant du potentiel militaire chinois qui inquiète le Japon, son rival historique, et au-delà, les États-Unis. C'est un fait : l'ex-empire du Milieu a bien *«inventé sa propre modernité»* !

Et, de l'autre côté du Pacifique, on voit des États-Unis en crise morale et économique (déclin industriel, surconsommation des ménages) de plus en plus dépendants de la Chine qui alimente leur déficit extérieur. Complicité intéressée donc mais fragile ! Une seconde guerre froide est possible.
Revenant à *«la troisième mondialisation, porteuse d'égalité»*, l'auteur estime qu'elle risque de se faire sans la France *«si elle ne parvient pas à incarner l'exigence d'égalité.»* Pour avoir évacué les anciennes valeurs d'union (religion et nation), les Français se retrouvent démunis dans un monde voué *«à l'absolue liberté de l'individu»* — d'où l'idée tenace d'un déclin !

Pourtant, El Karoui croit que la France se situe à l'avant-garde de l'évolution des sociétés qui, sous peine de périr, devront redécouvrir de solides valeurs collectives.

En attendant, comment répondre *«à l'angoisse géopolitique et métaphysique des Français résumée par la question : comment concilier liberté individuelle et protection sociale individuelle»* dans un monde gangrené par un individualisme débridé ? La réponse est difficile, concède El Karoui, mais il faut commencer par écouter le peuple qui, contre vents et marées, persiste à refuser l'inégalité des droits. Et il semble bien que les deux principaux candidats à l'élection présidentielle de 2007 l'aient compris ! Tous leurs efforts vont dans le même sens "pour agir juste" (ndlr : on verra à l'autopsie !).

Le grand héritage des Lumières, c'est l'égalité, mais c'est malheureusement encore «l'exception *française*». Il convient donc de la propager. La France, qui refuse d'être une société faite d'une simple juxtaposition de communautés, entend assimiler pleinement les étrangers. Si cette option réussit, une nation métissée se formera, approuvée par une majorité de citoyens attachés aux valeurs républicaines. Au contraire de la vision communautariste américaine, *«la voie française est probablement la plus exigeante et la plus violente, mais elle donne en même temps une perspective (l'égalité, l'assimilation) aux étrangers qui la suivent* (et) *assimilation continue de fonctionner, et avec elle, l'égalité.»* Ainsi, se félicite l'auteur, la loi sur la laïcité, votée en 2004, a clarifié la situation en séparant nettement l'espace public de l'espace privé. >>>

Sur le plan économique, El Karoui ne voit dans le libre-échange absolu qu'une impasse. Parodiant Giscard d'Estaing qui s'écriait il y a 25 ans : "le socialisme, ça ne marche pas !", l'auteur affirme que *«le libre-échange, en Europe et en France, ça ne marche plus !»*

C'est l'abandon du projet initial européen, basé sur un libre-échange interne et un protectionnisme externe, qui a provoqué l'implosion de l'Europe économique — et donc politique (ndlr : projet d'ailleurs saboté par les États-Unis qui redoutaient et redoutent toujours sa réalisation).

«Au nom du libre-échange, l'Europe impose donc des contraintes à ses entreprises qu'elle n'impose pas aux entreprises non européennes qui viennent ensuite concurrencer les entreprises européennes sur le marché européen. Et on s'étonne ensuite du vote "non" !» Bref, l'Europe est devenue le Château de Kafka.

Que faire alors ? En premier lieu, sauver l'Europe en organisant une *«souveraineté économique européenne»*, grande zone protectionniste seule capable de parler d'égal à égal avec les États-Unis et la Chine, pays qui continuent à se protéger sans états d'âme. Zone protectionniste ? Ces deux mots feront frémir les adeptes du libre-échange absolu (notamment en Allemagne), mais pour El Karoui, un protectionnisme bien dosé est une impérieuse nécessité.

«Aujourd'hui, la souveraineté européenne — portée par la France — peut être ce projet politique»... à condition que l'idée d'égalité l'emporte. C'est le pari de Hakim El Karoui, pari qu'il formule ainsi : *«Construire cette Europe serait pour la France et les Français un bel objectif, à la mesure de son histoire. Et pour la génération nouvelle, un beau projet.»* Alors, utopie ou réalité de demain ?

Jacques Liénard

(*) Flammarion, 2006, 326 pp., 18 euros.

*

* *

Pour une social-démocratie revigorée

À la veille de l'élection présidentielle, quelques essais nous font réfléchir au monde de demain (évolution planétaire rapide) et à la place et au rôle que la France peut et devrait y jouer :
Bernard Kouchner : *Deux ou trois choses que je sais de nous,*
(Laffont, 2006) ;
Jacques Attali : *La Voie humaine,*
(Fayard, 2004),
et *Une brève histoire de l'avenir,*
(Fayard, 2006) ;
François Bayrou : *Le droit au sens,*
(Flammarion, 1996) ;
Max Gallo : *L'âme de la France,*
(Fayard, 2007).

Bernard Kouchner donne le ton : *«Cessons de mentir à ceux que nous prétendons rendre plus heureux. Parfois, rester fidèle à des idées reçues, c'est trahir ses idéaux. Nouvelle mission historique : assumer la mondialisation et la transformer en avantage pour les plus pauvres, là-bas comme ici. Cherchons la voie étroite qui mène du terrain des luttes de pouvoirs vers le champ des fraternités»*. Nous préciserions que cette recherche doit valoir autant aux niveaux national et interrégional qu'au niveau international .

Jacques Attali écrit : *«Il est temps de penser, de s'extraire de la formidable paresse intellectuelle dans laquelle s'engourdissent les partis. Il est essentiel d'échapper à la domination de la pensée économique qui fixe la norme aujourd'hui. Il est urgent d'expliquer qu'il existe des choix, que les nations ont encore le droit à une ambition, que le monde peut se choisir un destin. Il faudrait oser revendiquer la mondialisation comme un projet de gauche, puisque porteur d'universalité ; se dire fiers d'une histoire et d'un mode de vie, celui de l'Occident, fondé sur la démocratie, la liberté d'entreprendre, le respect des droits de l'individu et une exigence d'éthique sociale»*.

Trêve donc de morosité, de culpabilisation, de repentance qui ne construiront en rien le Futur ! C'est l'appel à un réalisme d'avant-garde face aux changements du monde, récusant les apôtres des impossibles retours en arrière et des frileux et égoïstes retranchements.

François Bayrou rappelait en 1996 notre "droit au sens" : *«Il n'est pas indifférent d'être français, d'être européen, d'être républicain, d'être démocrate. C'est à chacun notre combat. Le retour de la question du sens, c'est le retour du politique.*

La sagesse des nations a reconnu depuis longtemps que la libre organisation du marché était à ce point supérieure à tout autre qu'elle ne doit pas être discutée : c'est la liberté de circulation des biens qui crée la liberté de circulation des hommes et des idées. L'un ne va pas sans l'autre. Mais notre société libérale est un outil au service d'une civilisation. Elle n'est pas une fin en soi ! Lorsque nul ne songe plus à proposer un projet commun de société capable d'orienter et d'humaniser la mission de la société libérale, on atteint l'absurde. Cet absurde est un poison qui tuera. L'humanité a besoin de sens».

On pensera ici à cet État belge qui se prétend une nation et à la crise existentielle de l'Union européenne, en bref, ce grand marché institutionnalisé, sans qu'il y ait à proprement parler d'Europe politique, militaire, sociale et fiscale, fondée sur un noyau de valeurs défendues par tous ses composants. Les écarts croissants entre pays pauvres et riches interpellent de même manière quant au besoin vital d'initiatives sur le plan politique. Au regard plus particulièrement de la menace du terrorisme international, du développement des mafias et des flux migratoires de la misère, des intégrismes obscurantistes religieux qui percolent, qu'ils soient islamiques, juifs ou chrétiens évangélistes.

Fait marquant : en termes différents, les messages délivrés par les deux hommes de gauche, B. Kouchner et J. Attali, et le centriste F. Bayrou, tous forts de leurs expériences politiques se rejoignent pour l'essentiel sur l'objectif politique : "une nouvelle social-démocratie", "une renaissance de l'humanisme", un anti-sectarisme doctrinaire" qui, dans un cadre assurant le bon fonctionnement de l'économie de marché, s'attache à développer la responsabilisation de l'homme-citoyen, à la fois dans les institutions politiques et les organi-

sations civiques, "entreprises relationnelles non marchandes" professionnellement organisées (associations caritatives, humanitaires, entreprises éthiques). Bref, le renforcement de la démocratie, du savoir, de la responsabilité, le supplément de sens face aux dangers manifestes de la marchandisation du monde et de l'humain.

Descartes n'est pas mort. Autre qualité française, cet esprit rationnel qui veut que, Kouchner comme Attali ne ménagent pas leurs critiques à l'endroit de la gauche française afin de la faire entrer dans la modernité.
Bernard Kouchner : «*Le projet socialiste de 2007 témoigne d'une erreur de diagnostic sur la réalité sociale et économique de notre pays . Ainsi que sur la capacité des Français à entendre la vérité. Outre ce problème fondamental de diagnostic, je lis dans ce projet une fièvre dépensière non chiffrée. Nos finances sont dans un état grave. Est-ce être de gauche que de faire payer par nos enfants notre mauvaise gestion ? Il ne suffit pas de nier la crise, présentée comme le complot des porteurs de déclin des droites. Notre monde a changé et nous ne l'avons pas vu. Ouvrons les yeux, osons nous adapter*».

Pour Jacques Attali : «*La gauche n'a plus de vision du monde, elle n'a plus que des postures*». La candidate Ségolène Royal ne lui donne-t-elle pas raison lorsqu'elle abuse de son charme et de sa propagande d'un projet présidentiel "à l'écoute des Françaises et des Français" ?

Accorder le droit au sens. «*Le mal de notre temps est le mal de l'âme. La présence des pauvres et laissés-pour-compte dans l'opulence générale, dénonce notre misère morale*». F. Bayrou n'aurait pas été démenti par l'abbé Pierre.

Quant à "l'identité française", la gauche rejoint la droite, et c'est encourageant. Nicolas Sarkozy précise en toute logique : «*Il faut parler de l'immigration et de l'intégration en même temps. Lévy-Strauss, le plus grand anthropologue français , a dit que "l'identité n'est pas une pathologie". Si vous ne mettez pas la question de l'identité dans la question de l'immigration, alors que dites-vous aux immigrés qui veulent devenir français sur ce qu'est la France ?*»

Dans son *Histoire de la Nation*, l'homme de gauche et historien **Max Gallo** relève, citant de Gaulle en 1965 : «*Ce n'est pas la gauche, la France ! Ce n'est pas la droite, la France !» Il faut vouloir que la France se prolonge en tant que nation une et indivisible et non en un conglomérat de Communautés, de Régions, d'ethnies, de partis politiques. On a dit aux Français depuis trois décennies : devenons un ensemble de régions européennes. Négligeons le français, conjuguons nos langues avec l'anglais bruxellois ! Ainsi, nous vivrons mieux. Et, en 2005 comme en 2002, les Français ont sifflé les bonimenteurs. Ils ont appris qu'une nation ce n'est pas une somme de régions souveraines, un "agrégat de peuples désunis"*. C'est l'enseignement de la France et la question qui vaut d'évidence pour la Communauté française de Wallonie et de Bruxelles, cruciale à la veille des élections législatives.

On ne construira pas notre avenir sur les boniments d'un fédéralisme centrifuge. L'introuvable nationalisme belge des Flamands, manifestement enfermés dans leur égoïsme de nouveaux riches et leur complexe social revanchard, pollue encore trop de bons esprits, ce qui paralyse la démarche novatrice indispensable à nos terres romanes.

Marc De Middeleer,
docteur en droit, UCL

*
* *

Colas colo -Colas colère
France-Empire-Libérations !
par Albert Salon (*)

Ancien ambassadeur de France, l'auteur parle de son enfance sous l'occupation allemande, puis de sa découverte de l'Allemagne et de sa langue. Longtemps conseiller culturel, il conte la politique française en matière d'échanges et de coopération — et les occasions manquées !
Albert Salon décrit l'histoire de la Francophonie, aborde la "question belge" et la fragilité des relations franco-allemandes actuelles. Après avoir montré la domination de l'empire américain qui, avec la complicité d'une "Union européenne", détruit les nations, leurs langues et leurs cultures, il expose les actions à mener pour défendre la Francophonie, notamment en relançant l'alliance avec les Allemands qui s'opposent aussi à l'anglo-américanisation de leur pays.
À lire par tous ceux qui ont une âme de Résistant !

(*) L'Harmattan, 293 pp.

*
* *

Note sur la suppression générale des partis politiques (*)
par Simone Weil

«L'idée de parti n'entrait pas dans la conception politique française de 1789, sinon comme mal à éviter.»
Simone Weil

Les éditions Flammarion viennent de rééditer, dans la collection « Climats », la *Note sur la suppression générale des partis politiques*, de Simone Weil, philosophe française d'inspiration chrétienne décédée à Londres en 1943. Plus que jamais actuelle en cette année d'élections présidentielle et législatives, cette note, ébauche sans doute non destinée par son auteure à la publication, est poutant d'une exigence et d'une radicalité de réflexion tout aussi remarquables que sa lisibilité et la qualité de son écriture.
Selon Simone Weil, le bien consiste en la vérité, la justice et l'utilité publique. La démocratie n'en est qu'un moyen, préférable en ce que le vouloir du peuple est «*conforme à la justice, par la neutralisation mutuelle et la compensation des passions particulières* » (p. 28).Cependant, la volonté générale suppose deux conditions de possibilité : d'une part l'absence de passion collective au moment de son expression, d'autre part la prise en considération de problèmes de la vie publique, et non d'un simple choix de personnes. >>>

«Le seul énoncé de ces deux conditions montre, écrit Simone Weil, *que nous n'avons jamais rien connu qui ressemble même de loin à la démocratie»* (p. 33).
Or, donner le pouvoir au peuple et éviter que celui-ci l'exerce dans un climat de passion collective implique *«la suppression des partis politiques.»* (p. 34).

En effet, « *la première* [...] *et, en dernière analyse, l'unique fin* [du] *parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite»* ; c'est *«une organisation construite de manière à exercer une pression* [...] *sur la pensée de chacun* [de ses] *membres»* (et) *«une machine à fabriquer de la passion collective»* (p. 35). *«Totalitaire en germe et en aspiration»* (p. 35), parce qu'à soi-même sa propre fin et non moyen en vue du bien, mauvais dans son principe comme dans ses effets, le parti est *«un merveilleux mécanisme, par la vertu duquel* [...] *pas un esprit ne donne son attention à l'effort de discerner, dans les affaires publiques, le bien, la justice, la vérité»* (p. 55) (1).

La suppression des partis politiques s'avère d'autant plus nécessaire que l'esprit de parti a, au-delà des affaires publiques, contaminé toute la sphère de l'esprit : science, art, littérature, religion... *«Presque partout,* explique Simone Weil, [...] *l'opération de prendre parti, de prendre position pour ou contre, s'est substituée à l'opération de la pensée»* (p. 69). Et la philosophe de prôner une organisation de la vie politique en revues d'idées et clubs de réflexion plutôt qu'en partis, bref en milieux d'affinités fluides dont la cristallisation — attribuer *«un caractère défini à la qualité de membre»* (pp. 64-65) — donnerait lieu à sanction pénale. Ainsi, plus personne ne pourrait *«faire profession publique de servilité d'esprit»*, ni se laisser enfermer *«dans un réseau sans issue d'intérêts, de sentiments et d'obligations»* (p. 65). *«Par un singulier paradoxe,* se désole toutefois Simone Weil, *les mesures de ce genre, qui sont sans inconvénients, sont en fait celles qui ont le moins de chance d'être décidées»* (p. 66).

André Breton, qui applaudit dans la préface à ce *«réquisitoire sans appel possible contre le crime de démission de l'esprit* [...] *qu'entraîne le mode de fonctionnement des partis»* (p. 19), précise que leur suppression, leur *«mise au ban»*, préfère-t-il, *«ne saurait sans dénaturation absolue résulter d'un coup de force: elle ne peut se concevoir qu'au terme d'une assez longue entreprise de désabusement collectif»* (p. 20). Celle-ci serait-elle aujourd'hui sur le point de s'achever ? A-t-elle seulement jamais commencé ? L'Union pour une majorité présidentielle — ou populaire (UMP) ne porte-t-elle pas, dans son nom même, le vice originel du *«retournement de la relation entre fin et moyen»* (p. 36) ? L'espace Wallonie-Bruxelles ne relève-t-il pas davantage de la particratie que de la démocratie ? Les citoyens que nous sommes si peu ne s'en accommodent-ils pas ? Y a-t-il *«rien de plus confortable que de ne pas penser»* (p. 60) ?

(*)1957, Paris, éditions Flammarion, collection « Climats », 2006.
(1) *«Le parti communiste,* note Alain dans la postface, *s'est chargé de porter à la perfection la décadence et la nullité d'un parti»* (pp. 77-78).

*
* *

La dissociété (*)
par Jacques Généreux

Cet économiste dont nous avons loué plusieurs ouvrages parmi lesquels *Les vraies lois de l'économie,* s'adonne depuis quelque temps à la science politique. Voici à cet égard un livre ambitieux et dense qui conserve la clarté habituelle de son auteur. Il est écrit au confluent de plusieurs disciplines : la sociologie politique, l'économie, l'anthropologie, l'histoire, la psychologie, etc., d'où la richesse d'une réflexion qui fera penser jusqu'à ceux qui n'en partagent pas les conclusions.

Il part d'un constat qui devient banal : les masses se détournent de la politique, convaincues qu'elle est impuissante à améliorer leur sort. De fait, les majorités alternent dans nos démocraties sans changer ni le mode opératoire ni le résultat (à méditer après le drame de VW Forest). Les scandales se multiplient tandis que grandit la peur sociale et que la démocratie elle-même se dévalorise dans l'impuissance.

Chose plus fondamentale et plus grave, la société s'atomise sous la pression des forces qui dépossèdent le citoyen de sa capacité d'influence et qui, au nom de la religion du marché, nous injectent un individualisme sans frein.

C'est l'époque de la «dissociété» dans une mondialisation qui fait céder tous les barrages de la protection sociale, y compris les services publics. Une fatalité? Nullement. Généreux montre brillamment que les gouvernements pourraient réagir au lieu de laisser les grandes institutions économiques internationales imposer la concurrence et le libre-échange comme la solution de tous les problèmes et mener une lutte obsessionnelle contre les risques d'inflation (aujourd'hui presque inexistants). À ce jour, les États-Unis sont seuls gagnants (à un coût social élevé) mais pourquoi? Tout simplement parce qu'ils font ce qu'ils veulent empêcher les autres de faire : de la stimulation économique par d'énormes dépenses publiques (militaires notamment), une gestion monétaire très dirigée, le subventionnement de la recherche par les commandes fédérales, l'encouragement aux fusions industrielles qui seraient illégales dans l'Union européenne, des protections douanières unilatérales lorsque les intérêts stratégiques du pays sont en péril, etc. Ils prêchent au reste de la planète les vertus de la concurrence parfaite qui n'a jamais existé que dans l'abstraction, mais se gardent bien de dévoiler le rôle actif que joue chez eux l'État fédéral.

Chez nous, où ils ne sont que trop écoutés, avec le relais de la Commission européenne, les désastres sociaux s'accumulent et les grands défis de l'avenir, en matière d'environnement par exemple, ne sont pas rencontrés.

Impuissante, la politique? C'est ce que professent les néo-libéraux mais ils ne cessent de s'emparer des leviers de l'action étatique pour parvenir à leurs fins en promettant inlassablement des lendemains qui chantent à des populations dont ils aggravent la précarité.

Quand ils occupent les centres de décision, ils n'ont nulle honte à manier les dépenses publiques. Seulement, ils les mettent au service d'intérêts très particuliers. Leur stratégie est celle de la privatisation de l'État par étapes. Pour cela, il leur faut dissoudre l'esprit civique et les liens de solidarité qui font une société digne de ce nom. Il faut lire à cet égard les pages du livre consacrées à la complète suspension du projet européen depuis l'Acte unique de 1986 (ndlr: aboutissement d'une résolution bien antérieure). Autour d'eux grandissent l'égoïsme des individus sans repères, la criminalité, la guerre économique de tous contre tous, le stress et de multiples formes de dérèglement psychologique, l'appauvrissement des relations humaines et la régression de la culture, bref, toutes les caractéristiques de la «démocratie» moderne. Celle-ci marche à rebours des aspirations les plus profondes de l'homme: «être soi» et «être avec» au profit de l'obsession la plus matérialiste et la plus stérile qui soit : avoir plus en prenant aux autres.

Renvoyons à ces passages qui sont la clé du livre : ils sont d'une rare profondeur scientifique et philosophique. On y trouvera notamment une analyse fouillée de la nature humaine, à la lumière de toutes les sciences auxquelles l'auteur fait appel. Une petite erreur pourtant : Bernard Maudeville, l'auteur de *La fable des abeilles* (1714) n'était pas hollandais mais anglais. Le lecteur farci d'idées reçues apprendra qu'Adam Smith ne s'est pas contenté de théoriser la «main invisible» tant invoquée par les ultra-libéraux. Dans sa *Théorie des sentiments moraux*, il fait droit aux aspects les plus délicats de la sociabilité. Et si la pensée de Marx a fini par s'embourber dans ses contradictions face à l'histoire réelle, c'est, qu'au contraire de Smith, elle fut par trop unidimensionnelle. L'antidote? Généreux l'appelle le socialisme méthodologique, expression qui, on doit le craindre, l'expose à une classification hâtive !

Mais cette notion ne recouvre que ceci : l'individu est intimement lié à la société et c'est au sein de celle-ci qu'il se réalise ; le concept n'implique aucun présupposé moral, il n'est qu'une méthode d'analyse (on peut être altruiste dans son propre intérêt bien compris et non par amour des autres).

De cette dialectique entre l'homme et la collectivité naissent la reconnaissance de ce que nous apporte la vie commune et de l'utilité de la préserver. Le contraire réside dans la doctrine néo-libérale selon laquelle l'individu seul est souverain (mais asservi dans les faits) et est responsable de ce qui lui arrive ; le pacte social n'est qu'une nécessité de protection physique élémentaire, mais cette nécessité va déclinant (il y a là un des points de tangence avec l'anarchisme, les libertariens, les extrémistes du néo-libéralisme s'y accrochent) ; la seule relation sociale légitime est le respect réciproque des obligations individuelles et qu'importe si elles ne sont pas également contraignantes ; il s'ensuit que l'État ne peut être qu'un État minimum qui ne gêne en presque rien le libre fonctionnement du marché et que l'intérêt général n'est guère plus qu'un mythe. Encore une fois, Généreux établit ici sa démonstration sur le rappel de la pensée des principaux théoriciens politiques, philosophiques et religieux des mécanismes du devoir humain.

Mais attention ! La gauche, démocratique ou non, partage avec les néo-libéraux l'idée que la finalité ultime de l'action sociale est l'abondance des biens matériels, qui fera disparaître toute rivalité pour leur possession. D'où un même culte du productivisme et de la croissance. Certes, les moyens de parvenir à l'objectif diffèrent mais la voie est ouverte au succès des spéculations sur les avantages de la déréglementation, de la flexibilité du travail et de la mythique autorégulation du marché.

Pendant trop longtemps, ces dogmes ont imprégné l'esprit de la classe politique. Les doutes ne sont venus que dans la succession des preuves contraires, mais le bon sens est encore loin d'avoir gagné la partie dans une Europe qui trempe dans le néo-libéralisme, lequel emprunte quelques-unes de ses apparences aux aspirations à l'autonomie personnelle, longtemps fourvoyée dans le marxisme, la gauche n'a pas encore vraiment élaboré un meilleur modèle de civilisation, sinon dans les discours qui confinent à l'utopie.

L'étude de l'histoire (ndlr : sacrifiée dans les programmes scolaires et ce n'est pas un hasard) devrait aider à remettre la raison à l'endroit, avec le secours des autres sciences énumérées. Mais la résilience de chacun, face à la dureté de l'époque, ne peut à elle seule changer le cours de la vie. Il faut une réaction collective contre ce qui se passe et c'est la vouer à l'enlisement que la réduire à la lutte des classes. Il faut bien observer «les cercles concentriques d'une communauté humaine». Prudemment, encore timidement, Généreux nous rappelle, comme disait de Gaulle, que les nations existent (la Belgique, certes, est en désarroi envers leur réalité) et qu'elles sont un grand vecteur de la reliance aux autres.

Jacques Rogissart

(*) Seuil, 2006, 22 euro.

«Pour moi, la seule identité qui restera,

c'est la langue, la culture, la structure historique de la pensée. Le vivre ensemble passe par la langue. Il y a un point qui sera crucial dans les années à venir, c'est de savoir si une nation sera capable de maintenir l'unité de la langue parlée sur son territoire... »

(**Jacques Attali**, répondant aux questions du *Figaro* (25.01.07) en même temps que Pascal Lamy, directeur de l'OMC. Les deux tombent d'accord sur le fait que mondialisation et démocratie doivent progresser ensemble).

«Frankrijk is onze enige reddingsboei»

Non, vous ne rêvez pas ! Le titre est bien en néerlandais. C'est ce qu'a répondu en substance notre ami **Yves Pierlot** (RWF) à trois étudiants en journalisme de l'*Arteveldehogeschool* de Gand, venus s'informer sur la Wallonie (1). Mais d'abord, traduisons : "La France est notre seule bouée de sauvetage".

Q. Le "rattachisme" ne serait-il pas un choix curieux ?
R. Les Wallons et les Flamands ne se connaissent plus ; leurs visions divergent sur beaucoup de sujets. En France, il n'y a pas de conflit entre les régions. Enfin, les liens économiques sont très forts.

Q. La France voudrait-elle de la Wallonie ?
R. Aucun pays ne refuse d'agrandir son territoire et, d'ailleurs, il n'y a aucun conflit entre les peuples français et wallon qui sont de même culture.

Q. Ne pensez-vous pas que la faiblesse du score du RWF aux élections d'octobre 2006 pose problème ?
R. C'est peu encore, mais ce score a doublé par rapport au scrutin précédent. Il faut aussi savoir que d'autres partis ont des contacts avec la France au cas où ils n'auraient plus de choix.

Q. Pourriez-vous discuter avec la *NVA* et le *Vlaams Belang* qui veulent l'indépendance de la Flandre ?
R. Nous ne discuterons pas avec le *V.B.*, car nous ne sommes ni d'extrême droite, ni racistes.

Q. Que se passera-t-il après la réunion ?
R. Chacun rejoindra le parti français correspondant à ses opinions.
La vie quotidienne ne changera guère, il faudra, certes, rapprocher les administrations, ce qui se fera sans grands problèmes. De plus, la Wallonie sera dans le peloton de tête des régions françaises.

Q. Quand pensez-vous que la Flandre prendra son indépendance, compte tenu du fait que beaucoup de Flamands n'y croient pas ?
R. Il y a une nette différence entre ce que disent les gens et ce qu'ils votent. Tous les partis flamands sont "contaminés" par des transfuges de l'ex-Volksunie. En outre, c'est bien Yves Leterme qui voit la Wallonie comme un sac de cailloux pesant sur le dos de la Flandre.

Q. Quid de Bruxelles et de la Communauté germanophone ?
R. Aux habitants de choisir leur destin par référendum ! Peut-être Eupen ira-t-il à l'Allemagne et Saint-Vith au grand-duché de Luxem-bourg ?

Q. Que fera l'Europe ?
R. Rien. Elle n'a d'ailleurs pas empêché la réunification de l'Allemagne.

(1) Ce travail d'étudiant est symboliquement intitulé : *Over de grenzen-maart 2007/Wallonië*.

Veillée d'armes

Lorsque vous lirez cette rubrique, les électeurs français auront tranché. Selon vos opinions, vous y trouverez un goût amer ou un goût de miel !

L'incertitude aura taraudé tous les Français jusqu'à la dernière minute. Nous avons choisi le parti de suivre la campagne électorale avec rigueur tout en portant le sourire en sautoir. À l'unanimité, la presse française et internationale — ainsi que l'ensemble de la classe politique hexagonale — se sont réjouis de la sentence du tribunal de Paris concernant l'affaire des caricatures de *Charlie Hebdo*. Ainsi, on peut lire dans *La Repubblica* (22.03.07) sous la plume de Francesco Merlo : *«La France absout les caricatures sur l'Islam — Le rire contre la férocité, l'éducation à l'ironie contre les coupeurs de gorge. Hier après-midi, le tribunal de Paris a prononcé une sentence d'absolution qui pèse davantage qu'une intervention militaire parce qu'elle oblige la communauté musulmane la plus nombreuse d'Europe — presque six millions de personnes — à vivre avec l'ironie, même celle à l'encontre du prophète».*

Comme à chaque élection, *Le Canard Enchaîné* (11-18.03.07) tourne en ridicule les sondages : *«Exclusif. Un sondage Le Canard-Pifométrie — 99,87% des indécis hésitent encore ! Au flou !»*. Erik Emptaz ironise : *«À vue de panel, alors qu'il reste moins de deux semaines avant le premier tour, nous devons être à près de 300 sondages. (...) nous annonçant dans leur majorité que, de toute façon, Sarko va gagner. Or, surgissent d'autres sondages, pour nous annoncer tout net que l'électorat ne compte pas moins de 18 millions d'indécis. En clair, que pas loin de la moitié des électeurs restent dans l'expectative. (...) Roland Cayrol, directeur général de l'institut CSA, et auteur du sondage du Parisien sur les indécis, nous explique avec le plus grand sérieux à propos de Bayrou : « Il peut terminer entre 12% et 29% ». Et même peut-être entre 0% et 100% pour limiter encore la marge d'erreur ! On l'aura compris : alors que l'indécis, même après avoir glissé un bulletin dans l'urne, restera assailli par le doute et s'empressera dès sa sortie de l'isoloir de se demander si sa décision était la bonne, le sondeur, fort de telles certitudes, ne doutera jamais de rien.»*

Laissons parler notre côté midinette et soyons tendrement *people*. Dans sa série *«Les coulisses de la campagne 5/6»*,

Le Figaro (30.03.07) titrait *«La chasse aux célébrités est toujours de saison. — Les candidats affirment que les comités de soutien sont passés de mode, mais en période électorale, le recours aux stars et aux paillettes reste de mise»*. Voici le palmarès — non exhaustif — qui recélait quelques surprises :

Ont soutenu François Bayrou, les comédiens Richard Bohringer, Vincent Lindon et Robin Renucci ; le journaliste/écrivain/directeur de *Marianne* Jean-François Kahn. Mais ont fait défaut à un colloque sur la culture organisé au Sénat par l'UDF le 17 février, les deux plus prestigieuses personnes inscrites au programme, l'écrivain et politicien Jorge Semprun et le comédien Pierre Arditi qui sont allés le lendemain sur le plateau de *Vivement Dimanche* animé par... Anne Sinclair.

Roulaient pour Nicolas Sarkozy, le rappeur Doc Gynéco, le rockeur Johnny Hallyday, les philosophes et écrivains Luc Ferry, André Glucksmann et Pascal Bruckner.

Appuyaient à fond Ségolène Royal : les chanteurs Bénabar et Cali, les comédiens Jamel Debbouze, Phillipe Torreton et Jeanne Moreau, l'écrivain Phillipe Sollers *«parce que c'est une femme»*, sans oublier l'inénarrable Mme de Fontenay (organisatrice du concours Miss France et transfuge d'Arlette Laguiller qu'elle soutenait en 2002).

Olivier Besancenot a reçu un message d'encouragement du grand réalisateur *ouvriériste* anglais Ken Loach.
Jean-Marie Le Pen, qui avait cru pouvoir compter sur Dieudonné, en a été pour ses frais : le comique avait rejoint... José Bové ! Lequel pouvait bénéficier de l'appui de la comédienne Juliette Binoche, des chanteurs Jean Ferrat et Princesse Erika ainsi que du philosophe athée Michel Onfray.

Et les sportifs ? Beaucoup supportaient Nicolas Sarkozy : Bernard Laporte, sélectionneur du XV de France, le cycliste Richard Virenque (à l'insu de son plein gré ?), le patineur Philippe Candeloro, l'ex-footballeur Basile Boli. D'autre part, Pierre Durard, ancien champion olympique, de saut affirmait qu'il avait reçu 90% de réponses positives aux 500 coups de fil qu'il avait passés pour soutenir son préféré.

L'incertitude se manifestait aussi par un émiettement de l'électorat oublieux de la simple bipolarisation gauche-droite. *Le Nouvel Observateur* (12.18.07) titrait *«De quelle tribu êtes-vous?»* et démarrait son dossier en constatant qu'il y avait *«44,5 millions d'électeurs en pleine gamberge. Qui doutent, supputent, bousculent les clivages, se jouent des sondages, font mentir les prévisions (...) Et si les votants de 2007 étaient des mutants ? Le Nouvel Observateur explorait leurs territoires, racontait leurs détestations et leurs espoirs.»* (Entre autres) : *«Les Indécis. Leur devise: "J'hésite donc je suis". Leur bête noire : les médias et les sondages. Leur people : Coluche ...»*, etc.

On vous aura épargné : *«Les récidivistes d'extrême gauche — les Ségophobes de gauche — Les féministes anti-Ségo — Les Bayroutisés de gauche — Les "Lou Ravi" du Bayroutisme — Les Sarkoboys —Les Sarkozystes de gauche — Les Chiracomaniaques — Les Beurs Lepénistes et autres Homos du FN»* (Le dossier était réalisé par huit journalistes dont l'exotage Florence Aubenas).

Il y avait belle lurette qu'un débat aussi véhément n'avait eu lieu à propos de "l'identité nationale". Il avait suffi à Nicolas Sarkozy d'évoquer la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale pour échauffer les esprits, et pour voir s'engager une course à l'échalote sur le thème "Plus patriote que moi, tu meurs!". Drapeau tricolore et Marseillaise à gogo !

Alexis Brézet constatait dans son éditorial *Flics ou voyous* (*Le Figaro*, 30.03.07) que *«ce ne sont pas les scènes d'émeute de la gare du Nord (...) qui ont imposé la question de l'identité nationale dans le débat électoral. Ce thème, Nicolas Sarkozy l'a volontairement choisi parce qu'il juge qu'il se situe au confluent des angoisses populaires: immigration, insécurité, Europe, mondialisation. (...) Fine mouche, Ségolène Royal avait bien vu le danger. Loin d'abandonner à Sarkozy la cause de l'identité, elle a fait au contraire de l'affirmation des symboles nationaux (La Marseillaise, le drapeau) le premier acte de son indépendance retrouvée. L'extrême gauche a hurlé. Les socialistes ont toussé. (...) Et voilà que survient la bagarre générale gare du Nord, face à un événement imprévu. La gauche, dans un premier temps, a cru voir la faille. Haro sur Sarkozy qui, par sa politique de "répression" aurait créé des "tensions", avec les jeunes des quartiers ! Problème, l'opinion ne suit pas : même les Français qui jugent inefficace la politique de l'ex-ministre de l'Intérieur estiment qu'il reste le mieux placé pour défendre la sécurité et l'identité. La diabolisation tombe à plat. Là où certains voudraient donner à voir: "Les jeunes font de la résistance", les électeurs reconnaissent un autre film : "Flics ou voyous". Et dans ce casting-là, ils ont choisi leur camp»*.

Ton évidemment différent pour Jean Daniel, dans son éditorial *Le piège Le Pen* (*Le Nouvel Obs'* (12-18.04.07). *«Rarement autant de Français auront mis si longtemps à se faire une idée nette et précise sur le choix d'un candidat à l'élection présidentielle. (...) Ségolène Royal ayant paru ne pas faire le poids, au second tour, devant un Sarkozy, on leur avait dit: "Votez Bayrou pour éviter Sarkozy". Et puis Zorro est arrivé et on leur suggère maintenant de voter Sarkozy pour éviter Le Pen* (...). (Pour J. Daniel), *Nicolas Sarkozy ne peut être soupçonné de racisme ni d'antisémitisme. Il a commencé cependant à offrir un autre visage dès qu'il a lancé son combat pour l'identité nationale. Non pas avec le côté sermonneur, paternel et ouvert de Ségolène Royal et de François Bayrou, mais avec les accents chers à Philippe de Villiers, de l'autodéfense : l'identité nationale est agressée par l'immigration, il faut la défendre»*.

Libération (12.04.07) titrait, citant un passage de l'entretien avec Nicolas Sarkozy : *«Récupérer le vote FN, c'est mal?»*. Dans son édito *«Décomplexé»*, Laurent Joffrin, directeur de *Libé*, écrivait: *«Une rupture historique. Voilà ce qui attend la France si Nicolas Sarkozy accède au pouvoir suprême. L'entretien que nous publions en fait la démonstration* >>>

éclatante. (...) Tout est à l'avenant dans le projet libéral conservateur de l'ancien ministre de l'intérieur. Son élection marquerait la fin d'un cycle, celui où la droite s'employait, dans le discours et souvent dans les actes,à réduire la distance qui la séparait de la gauche. La bourgeoisie française le déplorait souvent: nous avions affaire à une "droite soft", sinon honteuse. Le long travail mené par Sarkozy l'a décomplexée. L'acceptation franche de l'inégalité, idée force du XIX^e^, refait son entrée dans la France du XXI^e^ siècle. La droite française retrouve ses racines, faisant pièce à une gauche intellectuellement dominante depuis la Libération. Deux conceptions du monde, mine de rien, vont s'affronter lors de cette élection. Mieux vaut le savoir avant de voter».

Pour concourir à déboussoler définitivement les électeurs, survenait le scandale EADS ! *Le Figaro* (13.03.07) titrait *«L'affaire Forgeard perturbe la campagne». «Le thème couvait à petit feu, discrètement, dans le débat présidentiel. Il a suffi d'allumer une mèche pour le faire exploser. La révélation du montant des indemnités de licenciement touchées par l'ex-patron de l'EADS, Noël Forgeard — deux ans et demi de salaire brut et une prime de non-concurrence, soit 8,4 millions au total —, a provoqué un tollé politique».* N'oublions pas que son seul mérite est d'avoir tout raté (trou financier, licenciements, etc.). On hésite entre deux films : *La dolce vita* ou *Prends l'oseille et tire-toi !* Souvenons-nous toutefois, que dans ce film de Woody Allen, le "héros" est condamné à huit cents ans de détention après un dernier hold-up qui a échoué. . .

Terminons par un coup de colère lucide de Anne-Cécile Robert *«Optimisme de la volonté»*, dans *Le Monde diplomatique, «Manière de voir»*, (n° 92, avril-mai 2007), *«Derrière les élections, quelle démocratie ?»*. Avec, comme illustration, une affiche républicaine datant de 1848 dont le slogan est *«Nul n'a droit au superflu tant que chacun n'a pas le nécessaire». «Tous les candidats à l'élection présidentielle de 2007 en France affirment vouloir renouer avec un certain volontarisme politique. Pourtant, la plupart d'entre eux ont toujours accepté ce qui limite les marges de manœuvre des États. Ils ont même souvent contribué à renforcer la "contrainte extérieure" que la mondialisation fait peser sur la puissance publique. De M. Nicolas Sarkozy à Mme Ségolène Royal en passant par M. François Bayrou, n'ont-ils pas soutenu la libération des marchés de capitaux et le traité constitutionnel européen ? La mondialisation n'est pas un projet démocratique. À la différence de l'internationalisme ouvrier issu des luttes sociales du XIX^e^ siècle, elle signe la mort de la représentation politique et du suffrage universel. En effet, en justifiant, au nom du réalisme, des choix conservateurs, la "contrainte extérieure" réduit le pluralisme politique à des variantes interchangeables de la "seule politique possible". Elle prive ainsi de représentation une partie significative de la société : les "pauvres", les ouvriers, les laissés-pour-compte de l'ordre social, les "dominés" (...) Le risque est grand de voir le «"désir de politique" se traduire en un tribalisme fraternitaire désarticulé».* Espérons quand même !

Claudio Opassich

ÉCHOS DE FLANDRE

avril 2007

Des Flamands parlent aux Flamands

Joël Goffin

La *VRT* n'a pas voulu collaborer à l'émission de la RTBF organisée à Gand et qui réunissait des politiques flamands s'exprimant uniquement en néerlandais. Mais la télévision flamande a diffusé un reportage intitulé *«Weg van België»* (*Canvas*, 12.03.07) montrant ce que les Wallons pensaient de la Flandre ! La caméra s'est ainsi promenée dans une cité du Borinage. Elle s'est trouvée confrontée *«à des générations de chômeurs, des gens avec des antennes paraboliques, des gsm, des dvd mais sans job et avec peu ou pas du tout de perspectives»*. L'émission a également répercuté le cas d'une jeune coiffeuse qui avait écrit treize lettres pour trouver un emploi et qui avait reçu cinq réponses négatives. Découragée, elle avait abandonné sa recherche d'emploi. L'équipe de la *VRT* lui a demandé pourquoi elle ne voulait pas travailler en Flandre où l'on manque de main-d'œuvre. Et la jeune Wallonne de répondre : *«Non, trop loin et ce sont tous des racistes !»*

Luc Van der Kelen (*Het Laatste Nieuws*, 13.03.07) estime que la tempête médiatique, lancée par la presse francophone dans la foulée du docu-fiction, n'a qu'un seul objectif : éloigner Yves Leterme du 16 rue de la Loi. Le but du jeu consiste soit à radicaliser le *CD&V* et, par la bande, à l'éloigner de son électorat modéré soit à énerver la *N-VA* en espérant que celle-ci mette le cartel sous pression et le fasse imploser. Le résultat serait identique dans les deux cas : les chances de Leterme de devenir Premier ministre seraient hypothéquées et les socialistes, Vande Lanotte ou Di Rupo, s'imposeraient en sauveur du pays. Pour l'anecdote, le grand homme du Borinage s'est couvert de ridicule au mois de mars en voulant débattre à tout prix en néerlandais avec son *alter ego* flamand lors d'une émission politique de la *VRT*. Après quelques minutes, ce n'était plus qu'un pénible bredouillement qui a suscité l'ironie des téléspectateurs..

Qui sera Premier ministre ?

>>>

Toujours du rififi à la Croix-rouge. Un porte-parole de la section flamande a condamné l'endettement chronique de l'aile francophone (*Standaard*, 19.03.07) : *«Nous ne sommes plus seulement partisans d'une transparence financière, nous sommes également demandeurs d'une totale transparence, comme le veut une saine gestion»*. Soit la scission. Le président des nordistes a d'ailleurs été contraint de démissionner. En cause, son manque de fermeté vis-à-vis de la princesse Astrid. Celle-ci avait fait son cheval de bataille de l'apaisement des querelles internes. Dans cette optique, Rudy Demotte avait commandé un audit en février 2006.
À l'heure actuelle, les résultats ne sont toujours pas connus ! Le *Nieuwsblad* (19.03.07) pense savoir que, dans la réalité, les deux ailes, flamande et francophone, désirent plus d'autonomie. Elles se heurtent malheureusement à la volonté du Palais de renforcer la structure unitaire de l'organisation. Laeken a peur que la scission de la Croix-Rouge serve d'exemple pour celle de la Belgique.

Aux conseils communaux en Flandre, les élus du *Vlaams Belang* parviennent de plus en plus souvent à rompre le cordon sanitaire en faisant voter leurs propositions grâce à l'appui de l'un ou l'autre groupe politique. La *Gazet van Antwerpen* (02.03.07) a rapporté que, dans la banlieue anversoise de Mortsel, le *Belang*, aidé de la *N.VA*, a réussi à faire décrocher les portraits royaux des espaces publics. Grimbergen pense ou pensait faire la même chose, puisque le premier échevin a demandé au ministre des Affaires intérieures flamandes s'il existait une réglementation contraignante en la matière. Celui-ci lui a répondu : *«En tout cas pas en Flandre !»*

Richard Fourneaux, le bourgmestre de Dinant mais aussi le nœud papillon le plus connu après Elio Di Rupo, a invité Bart De Wever, le président de la *N-VA* en bord de Meuse. Selon le *Laatste Nieuws* (20.03.07), Fourneaux leur a fait du plat. Il a dit, entre autres boniments, que la Wallonie constituait sans doute la terre d'investissement la plus prometteuse pour la Flandre. Fourneaux ne manque d'ailleurs jamais de les inciter à venir s'installer sur ses terres. Il faut cependant souligner que ces "investisseurs" engagent principalement de "parfaits bilingues", soit de la main-d'œuvre nordiste qui contribue à transformer la Wallonie en colonie de la Flandre. De toute façon, ces simagrées n'ont pas impressionné le monolithique De Wever qui a conclu son escapade par ces mots : *«Les Flamands et les Wallons sont de mauvais conjoints. Séparons nous. Ensuite, nous pourrons collaborer plus avant, comme de bons voisins»*.

Le 10 avril, VOKA, l'Union des Entreprises flamandes, a présenté son mémorandum dans la perspective des élections fédérales. Il s'agit d'un plaidoyer en faveur d'une Flandre plus autonome. Paul Geudens (*Gazet van Antwerpen*, 11.04.07) donne raison au patronat flamand : *«La répartition des compétences, en Belgique, compliquée, saucissonnée, illogique, souvent paralysante même, n'est aucunement de nature à permettre à nos patrons d'aborder l'avenir socio-économique avec confiance»*.

Une enquête du *Trends* (05.04.07) a montré que 40% d'entre eux considèrent que Leterme est le meilleur Premier ministre possible. Il s'est même trouvé une majorité d'entrepreneurs flamands pour préférer, en cas de dilemme, Filip Dewinter à Elio Di Rupo au poste de Premier ministre !

***Het Volk* (21.03.07) pointe le fait** que le gouvernement Verhofstadt n'a pas réussi à réduire la pression fiscale. Celle-ci a même augmenté durant la dernière décennie. Seuls le Danemark et la Suède représentent de plus grands enfers fiscaux que la Belgique. D'une façon générale, le patronat flamand souhaite ardemment la régionalisation de l'impôt sur les sociétés afin de voir diminuer rapidement les charges des entreprises. On n'est jamais mieux servi que par soi-même !

Tollé dans la presse flamande suite à cette sortie d'Herman De Croo, le président de la Chambre : *«Je ne suis pas un nationaliste flamand parce que je ne suis pas handicapé mental»*. Eric Donckier (*Belang van Limburg*, 11.04.07) ne s'est pas privé de répliquer qu'il était temps que De Croo prenne sa retraite : *«C'est un homme gentil ; plein d'humour et divertissant, mais il devient aussi tout doucement un anachronisme»*.

ÉPINGLÉ DANS LA PRESSE

Rififi à la Croix-rouge (bis)
Cette vénérable et très utile institution, que le monde doit à Henri Dunant, est, en Belgique, toujours réputée "nationale". Pourtant, depuis longtemps, l'aile francophone a son siège à Uccle et la flamande a le sien à Malines. *«Chaque entité est totalement indépendante»*, reconnaît avec franchise Mme Danielle Mallinus, présidente de la Croix-Rouge / Communauté française.

C'est l'extrême rareté des réunions communes qui, au début de février, a unilatéralement amené la *Rode-Kruis Vlaanderen* à se débarrasser de Stefanie Rutten, *«la courroie de transmission»* (*sic*), voulue par la princesse Astrid, présidente "nationale" depuis 1994. Le licenciement a été décidé à l'unanimité des membres du Conseil communautaire flamand. Il est clair que le coup est dirigé contre la princesse qui pourrait bien ne pas être réélue à la fin de 2007. Belle bagarre en perspective !

Avant de démissionner de la présidence de la *R.K. Vlaanderen*, Guido Kestens a souhaité voir la C.R. demeurer "belge", mais découpée *«en trois entités juridiques autonomes»*, ajoutant — honni soit qui mal y pense ! — qu'il n'y avait là aucun relent communautaire ni antimonarchique.

Au boulot, Laurent !

On a reproché au prince Laurent de ne pas travailler. Pourtant, il préside l'IRGT (Institut Royal pour la Gestion durable et les Technologies propres). Lourde tâche s'il en est ! Et ne voilà-t-il pas que des Flamands lui cherchent des poux dans la tête sous le prétexte que le travail produit par cet institut ne serait pas vraiment performant.

«Le Nord du pays s'intéresse à l'IRGT, dit Michelle Lamensch (*Le Soir*, 20.02.07), *depuis que des détournements de fonds, au bénéfice du prince Laurent, ont été constatés à la marine et sanctionnés par la justice»*. Beaucoup de Flamands pensent que la seule vocation de l'Institut est de procurer des revenus à un *«pauvre prince triste et désœuvré»*. Le ministre-président Leterme a d'ailleurs demandé une enquête sur l'utilité de l'IRGT... et donc de son président !

Et un mois plus tard, le couperet tombe : le subside de la Flandre passe de 170.000 à 50.000 euros. Yves Leterme justifie cette amputation par le fait que l'administration flamande peut faire aussi bien que l'IRGT. Précisons *in fine* que la Wallonie et Bruxelles maintiennent leur confiance et continueront à verser respectivement 160.000 et 70.000 euros.

Encore une lézarde dans la baraque Belgique

Un Bruxelles biculturel ?

Le 23 février, l'esprit de saint Michel a soufflé sans doute, puisque 90 institutions culturelles bruxelloises, tant francophones que flamandes, ont signé un accord de coopération.

«Bruxelles est souvent la grande oubliée des négociations constitutionnelles», dit Guy Duplat (*La Libre*, 24/25.02.07). C'est manifestement la peur de manquer de moyens qui a poussé au rapprochement, car l'Europe, quoique intéressée, n'investit pas un radis et la Belgique fédérale *«ne gère plus que de manière minimaliste ses derniers joyaux culturels (Monnaie, Bozar et grands musées)»*. Toujours en embuscade, le ministre flamand Bert Anciaux (*SP.A-Spirit*) compte bien *«faire de Bruxelles la vitrine de la Flandre»*, d'autant que, selon la même source, il serait quasiment le seul à la financer.

Quant à la Communauté française, aussi signataire de l'accord, elle est fauchée comme les blés. Alors, marché de dupes ?

Oh, Brigiiiiiitte !

On s'en souvient : l'année passée, Mme Brigitte Grouwels (*CD&V*), secrétaire d'État à la Région bruxelloise, souhaitait ardemment entendre *«moins de français»* dans la (sa?) capitale.

Comme son parti n'est pas "séparatiste" — ne riez pas, c'est le ministre-président Yves Leterme qui le dit ! — Brigitte a fait savoir le 16 février que Bruxelles devait rester la capitale de tous les Belges, et continuer à jouer un rôle de trait d'union entre eux, d'autant plus que de nombreux "allochtones" désiraient *«adhérer à la Communauté flamande»*.

Par conséquent, soutient la gente dame, pas question d'accepter un Bruxelles francophone, vraie machine de guerre antiflamande, ni un Bruxelles district européen, ce qui serait pire encore.

Alors, le remède : renforcer le seul bilinguisme qui vaille à ses yeux : le français/néerlandais. Donc au détriment de l'étude des grandes langues mondiales ? Bien sûr, mais cela, Brigitte-la-Néobelge le tait. Et pour cause !

Karl-Heinz und Brüssel

KARL-HEINZ LAMBERTZ, UN HOMME SOLIDE

Le 6 mars dernier à Eupen, Karl-Heinz Lambertz, ministre-président de la Communauté germanophone, conclut un mini-traité de coopération avec Charles Picqué, son homologue bruxellose. But de l'affaire : mieux se connaître. Entre bons Belges, quoi de plus normal, n'est-ce pas !

Tout réjoui, M. Lambertz rappelle que sa petite Communauté (70.000 âmes) a déjà signé des accords du même ordre avec les Régions flamande et wallonne. Notons au passage que cette dernière lui céderait — mais après négociations — la tutelle sur le logement et l'aménagement du territoire.

Toutefois, il semble bien que M. Lambertz ait jeté un voile pudique sur les conventions, bien plus substantielles, passées avec un autre voisin : le Land de Rhénanie— Nord Westphalie (cf. *Wallonie-France*, n° 66 et n° 67, 2006).

«On peut se demander, concluait Pierre Mélot, *si, tout compte fait, la Belgique de langue allemande n'est pas en train de préparer, avec clairvoyance et sans tapage, l'avenir qu'elle souhaite réserver à ses ressortissants dès l'entrée en vigueur de l'acte de dissolution de l' État belge»*.

Mener une bonne politique, c'est anticiper !

L'avenir de Liège

Le rapport de l'Université catholique de Louvain, qui s'inscrit dans le plan Marshall, a soulevé quelques vaguelettes en Wallonie. Ses deux auteurs, les professeurs Thomas et Thyssen, soutiennent que la vraie capitale wallonne, c'est Bruxelles et pas Liège !

Pour le professeur Vandermotten (Université libre de Bruxelles), interrogé par *La Libre* (03.03.07), Bruxelles est bien le pôle financier par excellence, et Liège doit compter davantage sur *«les services culturels»*, au vu de son histoire, de sa culture, de son élite d'entrepreneurs et... de son esprit d'autonomie par rapport à Bruxelles !

M. Jean-Claude Marcourt, ministre socialiste wallon de l'Économie, relativise l'impact de l'étude : si Liège

n'a pas une vocation de capitale économique, il avertit cependant qu'il est hors de question d'accepter de recentraliser les services à Bruxelles et qu'au contraire, il faut concentrer *«l'ensemble des outils wallons et bruxellois à Namur»*. Dont acte.

Une division de plus en plus marquée...

Telle est, en résumé, l'opinion du professeur André-Paul Frognier (Sciences Po/UCL) qui affirme à *La Libre* (10/11.03.07) : *«Les différences* (entre les partis démocratiques flamands) *ne portent que sur le ton et la profondeur de cette division»* et, quels que soient les mots, *«tous milieux confondus, les directions politiques vont cependant dans le sens d'un accroissement de l'autonomie de la Flandre et de la scission de BHV, et donc de la diminution de ce qui reste encore des liens entre les deux communautés»*. D'autre part, A.-P. Frognier rappelle pertinemment — chose trop souvent oubliée en Wallonie ! — qu'une forte minorité active pèse bien davantage *«que la tendance lourde d'un public généralement amorphe»*.

Cela s'est de tout temps vérifié dans l'Histoire. Aux Wallons de le comprendre. Et vite !

J. Liénard

Reproches inconvenants, vrais responsables

Dans La Libre (03.04.07), le député Richard Miller, qui initia le libéralisme social, rappelait : *« Vous connaissez la situation difficile que connaissent les francophones, les Wallons en particulier et certaines sous-régions plus que d'autres. Qui en est responsable ? La Communauté flamande qui a utilisé, à l'avantage exclusif de la Flandre, les deux leviers qu'elle avait en mains, à savoir le pouvoir flamand et le pouvoir fédéral dominé par la Flandre»*. Ainsi va ce royaume ! *«Il ne faut donc pas être surpris aujourd'hui de la difficulté qu'il y a à redresser une province comme le Hainaut qui, pendant très longtemps, a été privée des investissements nécessaires.*

Les Wallons, politiques, patrons, syndicalistes ne portent-ils aucune responsabilité dans cet état de fait ? L'état dans lequel se trouve la Wallonie est imputable à ceux qui — la Société générale de Belgique notamment — ont préféré investir en Flandre plutôt que de favoriser la reconversion en Wallonie ! Derrière tout cela, il y a un grand responsable : le CVP (le CD&Vlaams aujourd'hui). C'est le parti qui a le plus contribué à mettre la Wallonie à genoux. Et aujourd'hui, il y a un réel danger à voir M. Leterme prendre des responsabilités au niveau de la Belgique (...)

Et le CDH wallon, accroché au CD&V, est prêt à tout accepter pour parvenir au gouvernement fédéral».

La Belgique morte en 2050

«Même si la pérennité de la Belgique est vivement souhaitée par une large majorité de Bruxellois et de Wallons (tous deux à 98%), un Belge sur deux estime que la Belgique aura disparu d'ici 2050. La fierté nationale livre des résultats mitigés : 58% en Wallonie, 41% à Bruxelles et 41% en Flandre», lit-on dans le sondage rapporté dans *Vers l'Avenir* (25.03.07).

La Belgique vacille

Le titre en couverture de *La Libre-Match* (15/21.03.07) est relayé par celui de l'interview de Louis Michel (*La Libre*, 17.03.07) : *«Je reviens pour consolider la Belgique — il faut que des personnalités créent un garde-fou pour le maintien de la Belgique »*, précise-t-il sans ambages.

L'ancien médiateur fédéral P. -Y. Monette, s'exprimant dans *La Libre* (07.04.07), est encore plus clair : on va dans le mur, *«Notre fédéralisme n'est pas un fédéralisme d'union. On nous l'a vendu comme tel, mais c'est un fédéralisme de désunion, de dislocation»*.

Décidément, sont-ils donc tous fous ? nous diront les bien-pensants, obnubilés par l'idée de la pérennité du royaume de Belgique.

Marc De Middeleer,

Solution du mots croisés n°71

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	C	■	A	L	B	I	■	G	I	R	O	N	S
II	A	V	E	Y	R	O	N	■	R	O	U	E	N
III	S	U	R	O	I	T	■	O	E	U	V	E	E
IV	T	■	E	N	V	A	S	E	■	A	R	S	■
V	R	E	R	■	E	■	A	I	S	N	E	■	M
VI	E	T	A	L	■	A	R	L	E	S	■	A	U
VII	S	I	■	O	U	R	■	S	N	■	C	U	R
VIII	■	E	P	I	N	A	L	■	L	I	L	L	E
IX	S	N	■	R	I	■	A	V	I	V	E	N	T
X	A	N	G	E	R	S	■	I	S	E	R	E	■
XI	V	E	R	■	O	M	E	R	■	S	M	■	C
XII	O	■	E	O	N	■	G	E	X	■	O	L	A
XIII	I	N	E	P	T	I	E	■	U	S	N	E	E
XIV	E	U	R	E	■	A	R	G	E	N	T	A	N

***Wallonie-France* est**
la seule revue d'information
et de réflexion pluraliste
qui prône le retour de la Wallonie
dans la République française

Wallonie-France

Rédaction:
49B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège
Tél. + fax: 04 253 26 47

Rédacteur en chef:: Jacques LIÉNARD
Secrétaire de rédaction:
Adrien LAURANT — tél. 085 51 25 52.
Secrétaire adjoint: Boris COUNE
Composition et mise en page:
Monique WESMAEL
Trésorier: Jacques BONNIVERT
tél. 04 388 20 90.
Éditeur responsable:
Jacques-Yves CHARLIER,
34, rue de la Baume,
4470 St-Georges s/Meuse
Tél. + fax: 04 275 36 20
GSM: 0477 29 63 24.

Correspondant en France:
Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac
Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

Avec la collaboration de
Mme Edwine FASTREZ;
MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER, Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES, Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS, Paul DURIEUX, Joël GOFFIN, Patrick HEUSCHEN, Pierre HUPET, Daniel JOZIC, Michel LEMMENS, Michel MARTENS, Pierre-René MÉLON, Pierre MÉLOT, OCULUS, Claudio OPASSICH, André PATRIS, Marc PHILIPPE, Georges RÉGIBEAU, Jacques ROGISSART, Eric SMETS, Marc SUTTOR, René SWENNEN.

Sous le parrainage de
MM. Pierre BERTRAND, sénateur honoraire,
Robert COLLIGNON, ancien président du Parlement wallon,
Philippe DETROZ, professeur;
Albert SALON, ancien ambassadeur de France président du Forum francophone international (FFI) et de Avenir de la langue française,
Dr Jean-Pierre LEVECQ, ancien député,
André PATRIS, directeur honoraire de la Maison de la Francité,
Roger PINON, professeur d'école normale e.r.,
Me René SWENNEN, écrivain et avocat aux barreaux de Liège et de Paris.

Partisans du retour de la Wallonie à la France, faites de votre position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous **(à détacher, photocopier ou recopier)**

Je soussigné: . . . . . .

rue . . . . . n° . . . . . .

code postal. . . . . .localité. . . . . .

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de m'adresser un exemplaire de la revue bimestrielle ou de l'envoyer à la personne ci-dessous:

Mme, Mlle, M. . . . . .

rue . . . . . .n° . . . . . .

code postal. . . . . .localité. . . . . .

pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois de . . . . . .

Je verse la somme de faveur de 5 euros (3 numéros) sur le compte bancaire n° 068-227198376 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées ci-dessous).

Je désire (Je ne désire pas) que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

* Biffer les mentions inutiles.

Date: . . . . . .Signature: . . . . . .

Abonnement

	Belgique		France et Europe	
simple	17,00	euros	19,50	euros
soutien:	22,00	euros	24,50	euros
étudiant, chômeur:	8,00	euros	10,50	euros

À verser au compte **068-2271983-76** de *Wallonie-France* à 4130 Tilff
Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff.

Imprimerie Jean JACQUES, 31, rue Léon Colleaux, 6762 Saint-Mard – Tél. 063 57 71 58.